

Maintien ferme des positions contre le populisme.

Expériences européennes



Table des matières

Résumé	3
Introduction	4
Stratégies de réaction jusqu'à présent	8
Études de pays	13
Danemark	14
Finlande	18
France	21
Pays-Bas	25
Norvège	29
Autriche	32
Suède	36
Existe-t-il une recette brevetée contre le populisme de droite?	39
Conclusion	44
Sources	48
Les auteurs	56

Résumé

- Au cours des dernières années, les candidats et les partis populistes ont connu un succès considérable. Certains ont aujourd'hui atteint des niveaux record.
- Les succès des populistes se sont faits aux dépens des partis de centre-gauche et centre-droit. Les populistes s'attaquent à des notions qui étaient et sont toujours importantes pour les partis démocratiques traditionnels : l'ouverture sur le monde, la tolérance, la solidarité et une Europe unie. Les partis démocratiques de centre-gauche et centre-droit ne peuvent rester indifférents lorsque les populistes de droite et les nationaux-populistes leur font concurrence et remettent en question leurs accomplissements.
- Pendant longtemps, on a réagi au populisme par la stigmatisation, l'ignorance, la démarcation et l'exclusion, mais cette réponse a aussi été caractérisée par des hésitations et incertitudes, le rapprochement et la reprise à son compte de positions populistes ainsi que la formation de coalitions. Aucune de ces stratégies n'a nui durablement aux populistes.
- Toutefois, on a vu récemment émerger une approche efficace pour freiner les populistes. Il s'agit d'une combinaison de maintien ferme des positions et de politique qui profite aux gens et leur donne du courage. Ainsi, Emmanuel Macron en France, Mark Rutte aux Pays-Bas, Alexander Van der Bellen et Sebastian Kurz en Autriche sont parvenus à vaincre les populistes.

Introduction



Au cours des dernières années, les candidats et partis populistes en Europe – sans parler des autres continents – ont connu un succès considérable. Certains, comme le parti Droit et justice en Pologne ou l'Union démocratique du centre en Suisse, sont même devenus le premier parti dans leur pays, où ils occupent les plus hautes fonctions étatiques et gouvernementales. L'Italie est depuis peu gouvernée par deux partis populistes, l'un de gauche – le Mouvement 5 étoiles – et l'autre de droite – la Ligue du Nord. Une telle constellation n'existait jusqu'alors qu'en Grèce, où le parti populiste de gauche Syriza avait formé une coalition avec les Grecs indépendants (ANEL) après les deuxièmes élections législatives de 2015. En Autriche et en Norvège, des partis populistes nationalistes et partis populistes de droite sont représentés au gouvernement, en tant que partenaires juniors au sein de coalitions gouvernementales. Plusieurs partis populistes tels que le Mouvement 5 étoiles, le parti traditionaliste italien de la Ligue du Nord, renommé « la Ligue », le parti populaire danois, l'Union démocratique du centre en Suisse, l'Alternative pour l'Allemagne, Podemos en Espagne, La France Insoumise, le parti Droit et justice, au pouvoir en Pologne et les Démocrates de Suède sont actuellement à leur plus haut niveau historique (cf. tableau 1).

Le populisme n'est pas un phénomène nouveau. En Europe, c'est un sujet dont on discute depuis les années 1980 dans le monde politique et dans la communauté scientifique (cf. Kitschelt et McGann 1995, Betz 2002, Decker 2004, Bauer 2010a). Cependant, il semblerait qu'il soit aujourd'hui de nouveau d'actualité. Mais il existe plusieurs formes de populisme. Les populistes de gauche réclament autre chose que les populistes de droite. Les populistes de droite sont aussi des nationalistes, mais tous les nationaux-populistes ne sont pas de « droite »¹ ou d'extrême droite. Les populistes présentent des degrés différents de radicalité dans leur expression et dans leur comportement. Mais tous les populistes ont en commun le fait qu'ils sont le symptôme d'une crise. En donnant leur voix à des partis populistes, les électeurs expriment l'idée que quelque chose ne tourne pas rond en politique – de leur point de vue tout du moins. Il peut s'agir de l'impression de faire partie des perdants, ou d'un sentiment de déclassement social, des inégalités en hausse, de la peur du terrorisme, d'être « envahis » par des immigrants issus d'autres cultures, de la peur de la mondialisation ou bien du sentiment d'être à la merci de décisions politiques très éloignées de la réalité de sa propre vie. Voilà le véritable terreau du populisme.

À première vue, il peut sembler souhaitable que la politique soit populiste, c'est-à-dire « proche du peuple », « attachée au peuple » ou « pour le peuple ». Mais le populisme, c'est autre chose et ce mouvement pose de nombreux problèmes, dont certains sont incompatibles avec les principes de la démocratie. Ce que tous les populistes ont en commun, c'est qu'ils s'attaquent aux déficits mais n'offrent aucune solution viable. Ils alimentent des craintes réelles et aggravent les conflits existants ou émergents mais ne font rien pour les résoudre. Les populistes renforcent les divisions existantes dans la société. Ils vivent de préjugés (« élites corrompues », « les étrangers ne viennent que pour nous prendre quelque chose ») et les exploitent à leurs propres fins. Le populisme est une stratégie visant à mobiliser les gens inquiets, désorientés ou insatisfaits. Il ne s'agit pas d'une approche politique qui offre des solutions à des problèmes complexes ou des perspectives d'avenir constructives pour le bien de la société dans son ensemble.

Le populisme est incompatible avec les principes de la démocratie.

Tableau 1

Partis populistes en Europe (sélection)

Pays	Parti(s)	Type	Résultats électoraux en pourcentage			Situation actuelle dans le système des partis et du gouvernement
			Législatives ^{a)}	Meilleur résultat	Présiden- tielles	
AT	FPÖ	NPD	26,0	26,9 (1999)	46,2 (2e)	J (3e)
BE	VB	NPD	3,7	12 (2007)	/	O (6e)
CH	UDC	NPD	29,4	29,4 (2015)	/	MG (1er)
DK	DF	NPD	21,1	21,1 (2015)	/	O/T (2e)
DE	AfD Linke	NPD	12,6	12,6 (2017)	3,6 (3e)	O (3e)
		PG	9,2	11,9 (2009)	10,6 (2e)	O (5e)
ESP	U Podemos	PG	21,2	21,2 (2016) ^{b)}	/	O (3e)
FI	Perus	NPD	17,6	19 (2011)	9,4 (4e)	O (3e)
F	FN FI	NPD	13,2	13,6 (2012)	33,9 (2e)	O (3e)
		PG	11,0	11 (2017) ^{c)}	19,6 (4e)	O (4e)
GB	UKIP	NP	1,8	12,6 (2015)	/	ONRP (5e)
GR	Syriza Anel	PG	35,5	36 (2015, I.)	n.a.	PP (1er)
		NPD	3,7	10,6 (2012, I.)	n.a.	J (7e)
IT	M5S Lega FDI-AN	PG	32,7	32,7 (2018)	11,9 ^{e)} (2e)	PP (1er)
		NPD	17,4 ^{d)}	17,4 (2018)	n.a.	J (3e)
		NPD	4,4 ^{d)}	15,7 (1996)	/	
NOR	FrP	NPD	15,2	22,9 (2009)	/	J (3e)
NL	PVV	NPD	13,0	15,5 (2010)	/	O (2e)
PL	PiS	NCP	37,6	37,6 (2015)	52 (1er)	A (1er)
Swe	SD	NPD	12,9	12,9 (2014)	/	O (3e)

Légende :

Italique : Pays qui ont été examinés plus en détail dans le contexte de cette étude par le biais de recherches sur le terrain.

NPD : parti national-populiste et parti populiste de droite, *NC* : parti national-conservateur, *NP* : parti national-populiste, *PG* : parti populiste de gauche. Les différentes épaisseurs de police marquent le degré d'expression et la dureté idéologique de l'orientation respective. *Gras* : se trouve aux extrémités de l'orientation ou s'y dirige ; *normal* : expression plus modérée.

a) Dernières élections législatives nationales.

b) En 2015, Podemos remporte 20,7 % des voix lors de sa première participation aux élections et, lors des élections de 2016, l'alliance électorale Unidos Podemos, créée pour l'occasion remporte 21,2 % des suffrages exprimés.

c) La France Insoumise est issue du Front de Gauche et se présente pour la première fois individuellement en 2017.

d) Dans le cadre de l'alliance du parti Centrodestra.

e) Quatrième tour de scrutin.

n.a. : ne s'est pas présenté avec son propre candidat.

Cellules surlignées en gris : Le Président est élu directement.

A : Un seul parti est à la tête du gouvernement, (le chiffre entre parenthèses indique la place actuelle dans le système de partis, mesurée par le pourcentage de votes aux élections législatives nationales : 1er = parti le plus fort, 2e = deuxième parti le plus fort, etc.), ONRP : opposition non représentée au parlement, J : partenaire junior d'un gouvernement de coalition, MG : membre du gouvernement, O : opposition, PP : partenaire principal d'un gouvernement de coalition, T : tolère un gouvernement minoritaire.

Actualisé le 01.06.2018.

Sources : Compilation réalisée à partir des données de Nordsieck (différentes années), La Repubblica (2015), FAZ (2018), Galetti, Saranca et Wissmann (2017), Grabow (2018).

Le populisme est une stratégie visant à mobiliser les gens inquiets, désorientés ou insatisfaits.

Parmi les différentes variantes du populisme européen, seuls le populisme de droite et le national-populisme sont l'objet de cette étude. Ces deux variantes ne sont pas seulement plus répandues que le populisme de gauche, elles constituent également une plus grande menace pour la démocratie car elles font appel à une propagande nationaliste qui fait des amalgames et discrimine les personnes en fonction de leur origine, de leur nationalité, de leur religion et de leur couleur de leur peau. Celles-ci sont présentées comme une menace pour le mode de vie et le niveau de vie de la population autochtone. Les populistes de droite et les nationaux-populistes ont une vision pessimiste du monde. Ils ont l'impression qu'eux-mêmes et leur patrie sont entourés d'ennemis. Eux seuls peuvent empêcher l'effondrement du « peuple et de la patrie », les protéger de « l'islamisation », du « grand remplacement », de la vente des intérêts nationaux à des puissances politiques d'occupation ou à des marchés mondiaux par des élites corrompues. Aux yeux des populistes de droite et des nationaux-populistes, celui qui ne partage pas cet avis n'est pas seulement un opposant politique, mais un opposant au peuple ou un « traître au peuple ». Et ils les combattent d'une manière agressive et diffamatoire, envenimant et durcissant le ton et le style du discours politique. On l'a vu en Allemagne avec la pendaison symbolique de mannequins à l'effigie de membres du gouvernement lors de manifestations, ou avec des déclarations telles que celles du président de l'AfD en Thuringe qui avait déclaré qu'il faudrait évacuer la Chancelière de la Chancellerie fédérale dans une camisole de force (cf. Die Welt 2016)².

Les partis situés au centre de l'échiquier politique, que ce soit à droite ou à gauche, ne peuvent pas rester indifférents face aux populistes de droite et aux nationaux-populistes qui récupèrent leurs électeurs.

Cette étude examine comment les partis de centre-gauche et centre-droit en Europe réagissent à la concurrence national-populiste et populiste de droite. D'une part, ils sont la cible d'attaques populistes et d'autre part, ils perdent ou ont perdu des électeurs au profit des populistes. Dans certains cas, ces pertes se sont faites aux dépens des partis sociaux-démocrates ou socialistes, comme au Danemark, en Finlande, en France et en Autriche. Dans d'autres pays, les partis conservateurs ou chrétiens démocrates ont été plus touchés, par exemple en Suède ou en Allemagne. Enfin, les populistes dirigent la politique de leur pays dans une direction qui affecte également les principes des partis non populistes, que ce soit en ce qui concerne l'ouverture de la société au monde, l'ouverture des frontières intra-européennes pour les biens et les personnes, ou enfin la position des populistes à l'égard de la poursuite de la coopération au sein de l'Union européenne. Pour toutes ces raisons, les partis situés au centre de l'échiquier politique, que ce soit à droite ou à gauche, ne peuvent pas rester indifférents face aux populistes de droite et aux nationaux-populistes qui récupèrent leur électeurs. Cependant, leurs réactions jusqu'à présent ont été très disparates, tant au niveau national qu'international et ont été marquées au mieux par des succès à court terme. Cette étude se penche sur la question de savoir si, récemment, des approches plus efficaces ont été trouvées. Elle s'appuie sur des versions actualisées des études antérieures des auteurs, sur la littérature critique et enfin sur des entretiens avec des scientifiques et des responsables politiques en France, aux Pays-Bas et en Autriche³.

- 1 Sur le concept de populisme et la distinction entre populisme de gauche et populisme de droite, cf. par exemple Betz (2001), Hartleb (2006), Priester (2012), Müller (2016), Grabow (2016, 2018).
- 2 Nous avons choisi une attaque plutôt légère datant de 2016. Des exemples plus récents et plus violents peuvent être trouvés dans MDR (2017) ou Spiegel online (2018).
- 3 Les auteurs tiennent à remercier Werner T. Bauer (Österreichische Gesellschaft für Politikberatung und Politikentwicklung), Wolfgang C. Müller (Université de Vienne), Pascale Joannin (Fondation Robert Schuman, Paris), Dominique Reynié (Fondapol, Paris), Jean-Yves Camus (Fondation Jean Jaurès, Paris), Geerten Boogard et Pieter Jan Dijkman (CDA Research Institute, La Haye) et Ton Nijhuis (Université d'Amsterdam). L'interprétation des interviews relève de la seule responsabilité des auteurs.

Stratégies de réaction jusqu'à présent



Les théoriciens et les praticiens recherchent depuis longtemps des réponses adaptées face aux populistes (Goodwin 2011). Les réactions peuvent d'abord être classées en deux grandes catégories. Les partis peuvent soit essayer de maintenir à distance la nouvelle concurrence de droite, soit l'intégrer dans le processus politique. La distanciation peut être active, en se démarquant explicitement des populistes, ou bien passive, par exemple en ignorant simplement la nouvelle concurrence et en espérant qu'elle disparaîtra rapidement d'elle-même. Quant à l'intégration, elle peut se manifester ouvertement dans le cas où un ou plusieurs des partis établis proposent au parti populiste de coopérer, par exemple sous la forme d'une coalition. Elle peut également se faire dans l'ombre lorsqu'un ou plusieurs partis établis essaient de copier les thématiques et parfois même le style des populistes afin de récupérer les électeurs perdus au profit des populistes. Mais même une inclusion ouverte ne signifie pas nécessairement qu'un opposant populiste est accepté comme un nouveau bienvenu ou du moins comme un nouvel acteur légitime sur l'échiquier politique. Derrière une intégration se cache souvent l'intention de « démystifier » les populistes aux yeux de tous. Comme nous l'avons vu en l'Autriche, le succès de cette approche a été de courte durée. Le FPÖ est de retour, plus professionnel et plus influent que jamais.

Parmi les nombreuses façons de réagir aux populistes décrites dans la littérature, nous avons isolé dix types idéaux qui ont été utilisés et décrits le plus souvent sous cette forme ou des formes similaires. Huit d'entre eux relèvent de la catégorie de la distanciation et deux de celle de l'intégration (cf. tableau 2). Dans la pratique, on observe généralement une sélection et donc un recoupement de plusieurs réponses possibles (voir les études de pays). À ce stade, cependant, nous allons d'abord examiner les types idéaux afin d'en esquisser le noyau.

Tableau 2

Stratégies de réaction face au populisme (types idéaux)

Distanciation	Intégration
(1) Ignorer et espérer	(9) Rapprochement/reprise des positions
(2) Se démarquer	(10) Coopération
(3) Exclure	
(4) Stigmatiser	
(5) Désamorcer	
(6) Attaque	
(7) Maintien ferme des positions	
(8) Bonne politique	

(1) *Ignorer et espérer* : En principe, les partis établis ignorent les populistes pour trois raisons : ils ne veulent pas leur offrir d'attention, ne pensent pas qu'ils sont suffisamment importants, ou bien trouvent les questions soulevées trop politiquement sensibles, ce pourquoi ils évitent d'en discuter publiquement. Si tous les partis et les principaux médias jouent le jeu, cela peut permettre, à court terme, de limiter la visibilité et la perception publiques des populistes. Mais ces derniers trouvent toujours leurs propres moyens de se faire entendre. De plus, la pression politique peut monter et prendre des proportions menaçantes sous ce voile de silence. Les partis démocratiques établis ne devraient pas consacrer aux populistes plus de temps qu'ils ne le méritent, mais l'espoir que le populisme disparaîtra en l'ignorant est vain.

(2) *Se démarquer* : Les partis démocratiques établis peuvent se distancer des populistes de deux façons. Ils peuvent déclarer publiquement qu'ils ne coopéreront jamais avec les populistes de quelque manière que ce soit et n'accéderont jamais à leurs demandes. Ils peuvent également indiquer clairement à quel point leurs valeurs et leurs positions diffèrent de celles des populistes et se battre pour leurs propres revendications. Cette position permet un passage à d'autres réactions-types telles que la stigmatisation, l'attaque, le maintien ferme de positions et la bonne politique.

(3) *Exclure* : Il s'agit d'une action coordonnée par les autres partis qui est parfois même formellement exécuté. Dans sa variante « douce », l'exclusion permet aux autres partis de convenir d'une interdiction d'entrer en contact avec les populistes et ainsi de les tenir à l'écart pour des raisons morales ou tactiques. Les populistes sont en quelque sorte bannis (cordon sanitaire). Dans sa variante dure, cependant, l'exclusion peut aussi signifier que l'on change les règles du jeu politique ou que l'on refuse aux populistes l'accès aux possibilités dont jouissent les autres partis. Cela inclut non seulement l'introduction ou la modification de clauses de barrage lors des élections, mais aussi, par exemple, des restrictions sur le financement des partis ou des amendements aux règles de procédure parlementaire à leur détriment, ou encore des sanctions pour violation des principes démocratiques à l'encontre des populistes. De telles mesures sont toutefois discutables d'un point de vue démocratique, car on tente de réduire au silence un parti qui n'était pas, à l'origine, considéré comme illégitime en changeant les règles du jeu. Cela peut alimenter la méfiance déjà exprimée par les populistes à l'égard de « l'establishment » ou bien renforcer leur posture de « victime », souffrant d'exclusion.

(4) *Stigmatiser* : Il s'agit ici d'une forme dure de démarcation. Les populistes ne sont pas seulement présentés comme des opposants politiques, mais aussi comme des menaces pour la démocratie et la culture démocratique. Bien que cela puisse être justifié dans certains cas en fonction du contenu et du style de mobilisation populiste, cette approche, qui tend aussi à faire preuve d'indignation et de condescendance, ne s'attaque pas à la racine du mal, mais contribue plutôt à la formation de mythes et à la division et ne permet pas de modifier la vision du monde des populistes.

(5) *Désamorcer* : En choisissant cette stratégie, les partis établis essaient de minimiser l'importance réelle ou revendiquée par les populistes de certaines thématiques, par exemple en se concentrant sur d'autres. Toutefois, cela peut pousser les électeurs à croire que les politiciens ne sont pas à l'écoute de leurs préoccupations. À long terme, cela peut également entraîner une perte de confiance dans les institutions politiques et miner le fonctionnement du système politique (McLaren 2011 : 164). De plus, il est généralement difficile pour les partis établis d'influer sur le débat lorsque celui-ci est en grande partie aux mains de leurs opposants (Bale et al. 2010 : 413).

(6) *Attaque* : Dans cette stratégie, les partis non populistes ne craignent pas les conflits ouverts avec les populistes. Ce faisant, ils donnent aux populistes reconnaissance et visibilité, mais de toute manière, les populistes trouvent habituellement toujours un moyen pour se faire entendre. Mais c'est un signe de force et de souveraineté lorsque les partis démocratiques établis s'opposent aux populistes qui font beaucoup de bruit et montrent leurs muscles, mais dont les revendications sont souvent vides de sens ou complètement contradictoires. Les partis démocratiques remettent ainsi les populistes à leur place. Néanmoins, il ne faut pas qu'ils le fassent tous les jours ou qu'ils réagissent à chaque confrontation ou provocation. Mais porter un « coup ciblé » aux positions discriminatoires ou contradictoires des

populistes semble être une réaction bien plus souveraine que les cinq autres stratégies présentées jusqu'ici (cf. aussi Amann 2017 : 263–272).

(7) *Maintien ferme des positions* signifie qu'un responsable politique ne change pas d'opinion au fil du temps, même dans des domaines politiquement sensibles tels que la politique européenne ou la politique en matière de réfugiés, ne craint pas la confrontation publique avec son adversaire politique et, à cette occasion, exprime son opinion de manière offensive. Les partis, mouvements ou alliances maintiennent fermement leurs positions lorsqu'ils sont unis derrière leur candidat aux élections.

(8) *Bonne politique* : Les populistes s'épanouissent mieux s'ils peuvent exploiter des problèmes latents ou déjà existants ou des peurs dans la population, pour ensuite les mettre à profit ou les exagérer et les utiliser à leurs propres fins. Même si une partie de l'électorat est sensible à la polémique et à la mobilisation populiste et ne peut plus guère être convaincue par des arguments factuels exacts ou un bilan réellement positif, il est important, pour au moins endiguer le populisme, que les partis démocratiques établis, en particulier ceux qui sont au gouvernement, convainquent et retiennent la grande majorité de la population par leurs accomplissements. Cela implique d'être capable de résoudre les problèmes de telle sorte que le pays, et donc la majorité de la population, aille bien et se sente en sécurité avec ses dirigeants au pouvoir, « en de bonnes mains ». D'autre part, il faut que ces derniers ne fournissent aucune raison aux populistes de lancer de polémique sur le comportement des élites. Même si l'époque des grandes idéologies ou des grandes visions de l'avenir semble être révolue, sans un socle de valeurs et les perspectives qui en découlent, une résolution des problèmes pragmatique et efficace n'est rien d'autre qu'une gestion politique sans âme. Une bonne politique a donc toujours un projet pour l'avenir et permet à la population de participer aux processus et décisions politiques.

(9) *Rapprochement/reprise des positions populistes* : La première des deux stratégies d'intégration est celle qui est la plus fréquente d'un point de vue empirique. Elle vise à récupérer les électeurs protestataires en adoptant les thèmes et les positions des partis populistes (Bale et al. 2010 : 413 ; Goodwin 2011 : 24). Cependant, un tel revirement peut nuire à la crédibilité du parti établi si les électeurs considèrent le revirement comme un signe d'opportunisme politique plutôt que de conviction sincère. De plus, il risque d'aliéner sa propre base et de provoquer des conflits internes au sein du parti, ce qui pourrait miner davantage sa crédibilité. Les partis populistes, en revanche, sont renforcés, même si ce sont d'autres qui défendent leurs positions. Le fait de reprendre ou de se rapprocher des positions des populistes incite également ces derniers à revoir leurs revendications à la hausse, car ils se rendent compte qu'ils peuvent faire pression sur les autres partis. Il en résulte que ce sont les populistes qui fixent l'ordre du jour et mènent les autres partis par le bout du nez. En fin de compte, les populistes peuvent toujours se présenter au public comme l'original copié par les autres partis qui y laissent au passage leur crédibilité et la pérennité de leurs positions (Decker 2004 : 268).

(10) *La coopération* entre les partis établis et les populistes peut se faire à trois niveaux différents : les partis établis peuvent former des coalitions formelles avec les populistes (coopération exécutive) ou coopérer avec eux au cas par cas, par exemple lorsque les populistes soutiennent les initiatives d'autres partis ou vice-versa (coopération législative). Il existe une variante intermédiaire de coopération lorsqu'un gouvernement de minorité est toléré par les populistes. Le choix d'une coopération exécutive résulte le plus souvent de considérations de puissance politique, par exemple pour qu'un parti joue le rôle principal dans la coalition et non celui d'un

partenaire junior dans une autre constellation (Geden 2007 : 24). Pour justifier la coopération entre partis établis et populistes, on avance généralement l'argument qu'il faut « démystifier » ces derniers en les confrontant aux contraintes politiques réelles. Ainsi, ils ne pourront plus se présenter de manière crédible comme partis anti-établissement et seront forcés d'atténuer leur radicalisme sur le fond comme sur la forme (Rydgren 2006 : 177, Heinisch 2003 : 101 f., Minkenberg 2001 : 2). Mais participer au gouvernement peut également légitimer les populistes et représenter un pas hors de la marginalisation (Rydgren 2006 : 177). La collaboration exécutive est souvent dissuadée parce qu'elle donne à un parti populiste une influence directe sur l'élaboration des politiques (Geden 2007 : 24). Cependant, la situation la plus dangereuse est celle où les populistes de droite tolèrent un gouvernement minoritaire : ils peuvent ainsi influencer la politique sans avoir à en endosser la responsabilité (Grabow et Hartleb 2013a : 405). Lorsque la coopération au niveau législatif ou exécutif fonctionne, elle peut aussi avoir des conséquences au niveau électoral (Downs 2001 : 28). Le parti établi s'allie alors au parti populiste de droite avant les élections, ce qui peut conduire à des gains électoraux, mais peut également renforcer l'impression qu'un parti établi vend son âme pour gagner le pouvoir.

Au cours des dernières années, nous avons souvent observé des stratégies de reprise des positions, mais cela n'a pas arrêté les populistes.

Le fait qu'il y ait huit stratégies de distanciation contre seulement deux stratégies d'intégration ne signifie pas que les partis démocratiques de centre-gauche et centre-droit ont, depuis l'émergence des partis national-populistes et populistes de droite, misé principalement sur l'une des nombreuses stratégies de distanciation. Si, dans les premières années, les tentatives d'ignorer ou d'exclure la nouvelle concurrence étaient encore prédominantes, on observe depuis lors avant tout des stratégies de rapprochement et de reprise des positions. Comme le montre la force actuelle des nationaux-populistes et des populistes de droite (cf. tableau 1), ces efforts ne les ont pas arrêtés.

Études de pays





Danemark

Contrairement à d'autres pays européens, le Danemark n'a pas isolé du jeu politique le Parti populaire danois (DF), fondé en 1995, et son prédécesseur, le Parti du progrès (FP), formation anti-taxé fondée en 1972 (Klein 2013 : 113, Downs 2002 : 43, Meret 2011 : 260). Les deux mouvements sont acceptés dès le début comme des partis politiques « normaux ». En raison du système de représentation proportionnelle et de la forte fragmentation du parlement, les gouvernements conservateurs-libéraux de Poul Schlüter entre 1982 et 1993 avaient déjà besoin du soutien du parti du progrès (Klein 2013 : 113). Mais si ce soutien fut nécessaire à l'adoption de plusieurs budgets, les concessions qui leur furent faites restèrent relativement modestes. Les gouvernements refusèrent en particulier de soutenir les revendications non économiques du FP, car ils avaient besoin du soutien du parti social-libéral (RV) qui prônait une politique d'immigration libérale (Bale et al. 2010 : 414).

Le thème de l'immigration domine la politique et les médias dès le milieu des années 1990. A partir de cette date, un plus grand nombre d'immigrants, de réfugiés et de demandeurs d'asile affluèrent dans le pays. Certains partis établis se joignirent dès le début au discours anti-immigration qui émanait du DF, fondé à ce moment-là (Rydgren 2004 : 493 f.). Cela donna à l'électorat l'impression que le DF abordait un sujet explosif et exerçait indirectement une influence sur la politique. Ce parti auparavant insignifiant et marginalisé gagna rapidement en influence grâce à la reprise de ses positions. Ce fut tout d'abord le Venstre libéral-conservateur qui reprit les revendications du DF, ce que l'on peut attribuer principalement à la participation du RV à plusieurs gouvernements sous les sociaux-démocrates (1993-2001) (Bale et al. 2010 : 415). Cela affaiblit la tentation qui prévalait alors de ne pas parler d'immigration lorsqu'on est au pouvoir. Entre 1997 et 2001, Venstre se retourna alors contre la politique d'immigration du gouvernement, trop généreuse à ses yeux (ibid. : 421). En 1998, il acheta des pages de publicité dans plusieurs journaux danois sur la politique des réfugiés. Les revendications allaient plus loin que d'habitude et étaient similaires à celles du Parti du progrès en Norvège (ibid., Bjørklund, Goul Andersen 1999 : 26). Suite à cela, les sociaux-démocrates, qui avaient perdu un nombre particulièrement élevé d'électeurs au profit du DF depuis le milieu des années 1990, se divisèrent également sur la question de l'immigration (Rydgren 2004 : 494, Klein 2013 : 114. Alors qu'ils défendaient à l'origine l'accueil des réfugiés et le multiculturalisme, leurs positions et leur rhétorique se firent de plus en plus sceptiques à la fin des années 1990 (Bale et al. 2010 : 415). Finalement, le gouvernement social-démocrate durcit sa politique en matière de réfugiés et d'immigration et appliqua partiellement une stratégie de reprise des positions populistes. En 1997, alors que le DF passait de 5 à 14% dans les sondages, le Premier ministre Poul Nyrup Rasmussen remplaça la ministre de l'Intérieur Birte Weiss, qui s'opposait au durcissement de la politique migratoire, par Thorkild Simonsen. En tant que maire d'Århus, ce dernier s'était déjà prononcé en faveur d'un durcissement de la politique danoise en matière de réfugiés et d'immigration (Klein 2013 : 114). Ce virage eut l'effet désiré pendant une courte période et la cote de popularité du DF chuta au cours des mois qui suivirent (ibid., Bjørklund et Goul Andersen 1999 : 25). Néanmoins, la politique d'immigration resta un des

Les sociaux-démocrates en particulier perdirent des voix au profit des populistes et durcirent le ton de leur politique migratoire et de leur politique à l'égard des réfugiés.

thèmes centraux de la campagne électorale de 1998, au cours de laquelle le DF, mais également Venstre et les sociaux-démocrates, demandèrent un durcissement.

Après son entrée au parlement en 1998, le DF fut tout d'abord ignoré par les autres partis qui considéraient qu'il était impossible ou inenvisageable de faire une coalition avec lui (Downs 2012 : 141, Hellström et Hervik 2011 : 4). Néanmoins, à l'exception du parti social-libéral, tous les autres partis devinrent nettement plus sceptiques à l'égard du multiculturalisme (Schumacher et van Kersbergen 2014 : 7). L'adoption accrue de thèmes et de rhétoriques populistes de droite se poursuivit. Dans sa campagne électorale de 2001, Venstre adopta des slogans empreints de « chauvinisme social » tels que « le Danemark ne doit pas devenir le bureau d'aide sociale pour le reste du monde » (Bale 2003 : 78). Le parti se présenta comme un défenseur de l'État-providence et exigea même des dépenses supplémentaires dans certains domaines afin de se prémunir contre toute attaque du DF ou des partis de gauche (Decker 2004 : 102). Suite à la suggestion de la ministre de l'Intérieur sociale-démocrate, Karen Jespersen, de bannir les demandeurs d'asile criminels sur une île, les partis de droite modérée réagirent avec des revendications encore plus radicales en termes de politique migratoire (Downs 2002 : 45, Goul Andersen 2003 : 189). Comme tous les partis s'étaient progressivement emparés de la question, le DF réussit à radicaliser davantage encore son cours anti-immigration (Decker 2004 : 102 f., Rydgren 2004 : 496). Le bourrage de crâne fondé sur le « chauvinisme social » fut remplacé par une critique idéologique du multiculturalisme, qui voit notamment dans les immigrés musulmans une menace pour l'identité chrétienne danoise. Ce processus fut renforcé par les attentats du 11 septembre 2001, qui mirent en pièces ce qui restait de la stratégie d'autres partis d'ignorer les populistes (Hellström et Hervik 2011 : 4). Le DF adopta alors une position encore plus dure sur l'Islam et Venstre et les sociaux-démocrates promirent également de durcir la politique migratoire (Meret 2011 : 269, Widfeldt 2015 : 135). Une sorte de spirale partant du DF avait été mise en mouvement, qui entraîna un durcissement du ton contre les musulmans et les immigrés vivant au Danemark.

Cependant, ce virage à droite collectif n'empêcha pas les sociaux-démocrates de perdre non seulement de nombreux votes mais également leur majorité au parlement en 2001 (Downs 2012 : 141). Sur huit partis au Parlement, ils furent pour la première fois dépassés par Venstre et le DF devint la troisième force politique du pays. Venstre et le Parti populaire conservateur formèrent un gouvernement minoritaire et le DF se trouva dans une situation stratégiquement favorable, où leur soutien était nécessaire à la formation d'une majorité. Indirectement, cela conduisit à une coopération exécutive entre les partis au pouvoir et le Parti populaire danois.

Le chef du parti du Venstre, Anders Fogh Rasmussen, avait déjà anticipé ce scénario le soir des élections et déclaré qu'il était hors de question que le DF participe au nouveau gouvernement (ibid.). En raison des positions contradictoires sur les questions de politique étrangère et européenne, il était impossible pour son parti de former une coalition officielle avec le DF. Cependant, ce fossé n'empêcha pas Rasmussen de faire des concessions politiques au DF en échange de son soutien au gouvernement minoritaire. Au cours du mandat qui suivit, Venstre put compter sur le soutien du DF (collaboration législative) dans de nombreux votes (par exemple, adoption du budget, réformes politiques internes) (Downs 2012 : 142). En contrepartie, le DF influa sur le programme du gouvernement dans des domaines tels que l'immigration et la justice, ce qui conduisit à un durcissement des lois sur l'immigration. Les partis au pouvoir gardèrent ainsi officiellement les « mains propres », mais pendant dix ans, ils donnèrent de facto du pouvoir au DF dans la politique nationale (ibid. : 136 f.).

Après la défaite électorale de 2001, la fraction du parti social-démocrate qui souhaitait s'aligner sur la position populiste de droite à propos de l'immigration et de l'intégration monta en force (Bale et al. 2010 : 415). Dans les années qui suivirent, leurs positions dans ce domaine ne différèrent guère de celles du gouvernement de centre-droit dont ils soutinrent même souvent les propositions législatives (collaboration législative). Cependant, ce changement de cap des sociaux-démocrates n'apporta pas les résultats escomptés. En raison de leurs profondes dissensions internes sur l'immigration et le multiculturalisme, ils ne parvinrent pas à s'opposer au gouvernement, lequel affirma que les promesses des sociaux-démocrates n'avaient aucune valeur, à moins qu'ils ne gouvernent avec les sociaux-libéraux. Les sociaux-démocrates encaissèrent donc une nouvelle défaite lors des élections législatives de 2005, tandis que Venstre put maintenir sa position dominante et son gouvernement minoritaire. En ce sens, la relation politiquement symbolique entre Venstre et le DF s'avéra être une situation gagnant-gagnant, du moins à court terme. Le Premier ministre n'eut pas à s'expliquer sur la scène internationale de la participation d'un parti xénophobe et eurosceptique à son gouvernement alors qu'il faisait campagne en faveur de la constitution européenne (Downs 2012 : 142 f.). Dans le même temps, le DF était libre de critiquer le gouvernement et de promouvoir une politique draconienne sans avoir à en assumer la responsabilité. Contrairement au FPÖ, il n'eut pas à répondre de décisions impopulaires et ne connut pas de conflit interne entre ses forces pragmatiques et radicales. Cela permit au DF de montrer un front uni lorsqu'elle se retrouvait dans des situations où son rôle était déterminant. Au cours des années qui suivirent, la stratégie dominante resta de tolérer le DF comme « pouvoir derrière le trône » (ibid. : 143). Bien que des stratégies d'exclusion telles que des sanctions légales (par exemple, plaintes pour diffamation et propos racistes) aient été utilisées occasionnellement, elles n'eurent pas eu d'effets significatifs. Le gouvernement fut reconduit en 2007 après l'échec de la tentative de Rasmussen de renforcer sa position et de se libérer de la dépendance du DF (ibid. : 144).

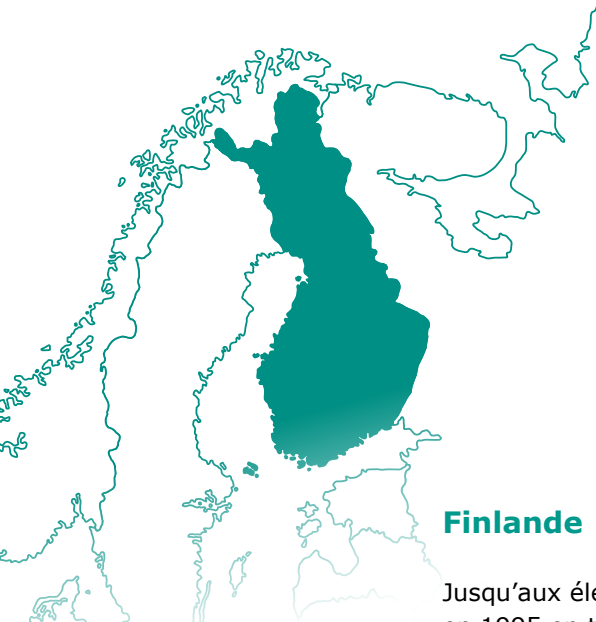
Cependant, cinq mois avant les élections législatives de 2011, le « bloc bleu » était loin derrière le « bloc rouge » dans les sondages, ce à quoi il réagit au printemps en réintroduisant des contrôles aux frontières avec l'Allemagne et la Suède (Klein 2013 : 105). Le gouvernement minoritaire libéral-conservateur avait accepté cette mesure controversée suite à l'engagement du DF à soutenir le nouveau budget (Downs 2012 : 137). La campagne électorale montra une fois de plus que la rhétorique politique des partis établis s'était clairement décalée vers la droite depuis 2001 (Klein 2013 : 115). A nouveau, on pouvait trouver des arguments populistes de droite chez Venstre et les sociaux-démocrates. Et pour la première fois depuis 2001, les questions économiques étaient au cœur de la campagne électorale (Stubager 2012 : 861 f.). Suite à des coupes budgétaires dans les programmes sociaux, décidées par le gouvernement de centre-droit pour répondre à la crise économique, les sociaux-démocrates et même le Parti populaire socialiste (SF) tentèrent de se présenter dans la campagne électorale comme une plateforme unifiée pour le renforcement de l'État-providence et une politique d'immigration plus stricte. Même si les sociaux-démocrates échouèrent à améliorer leur score, le pays connut une transition politique : un gouvernement minoritaire composé de sociaux-démocrates, du RV et du SF fut mis en place sous la direction de la Première ministre Helle Thorning-Schmidt (ibid. : 863). Le gouvernement revint ensuite sur certaines mesures auxquelles le DF avait contribué (Widfeldt 2015 : 137).

Sous l'influence du DF, les partis danois opérèrent un virage à droite. Autrement dit : les populistes prennent les décisions, les autres suivent.

L'immigration fut une fois de plus au cœur de la campagne électorale de 2015, les sociaux-démocrates et Venstre continuèrent à utiliser une stratégie de rapprochement et de reprise des positions et plaidèrent en faveur d'un nouveau durcissement

Les partis de gauche
veulent également
limiter l'immigration.

des lois sur l'immigration. Bien que les sociaux-démocrates soient redevenus le premier parti du pays, le gouvernement précédent fut détrôné. Il fut suivi par un gouvernement minoritaire sous la direction de Lars Løkke Rasmussen (Venstre), toléré par le DF, le Parti populaire conservateur et l'Alliance libérale (collaboration exécutive indirecte). Le DF avait grandement profité des attentats islamistes de Copenhague en février et devint pour la première fois le parti le plus fort du « bloc bleu » (Wirries 2015 : 130). La tentative de former un gouvernement conservateur se solda rapidement par un échec en raison des divergences infranchissables entre les quatre partis et le DF décida de rester dans l'opposition pour des raisons tactiques (Matlok 2015 : 1). Depuis l'opposition, il obtint plusieurs concessions, comme la réduction des moyens alloués aux demandeurs d'asile et l'élection de Pia Kjaersgaard, ancienne chef du DF, à la présidence du Parlement (Herrmann 2015). Les partis conservateurs rejetaient toujours certaines propositions du DF, comme le renforcement humain et technique des contrôles aux frontières, mais n'excluaient plus une collaboration directe avec le DF depuis leur phase de soutien indirect, à condition par exemple qu'il adopte une position moins eurosceptique (Matlok 2015 : 1 f., Widfeldt 2015 : 138). Enfin, on observa également un changement d'orientation clair dans la politique d'asile et d'immigration des sociaux-démocrates après les élections de 2015 : le nouveau chef du parti Mette Frederiksen et le chef du groupe parlementaire Henrik Sass Larsen déclarèrent que l'ancienne orientation libérale du parti dans les années 1990 avait été une erreur et que les sociaux-démocrates feraient tout pour limiter l'immigration de migrants non occidentaux (Arndt 2016 : 782).



Finlande

Les autres partis reprisent les thèmes et la rhétorique des Vrais Finlandais afin de les freiner – avec un succès très mitigé.

Jusqu'aux élections européennes de 2009, le parti les Vrais Finlandais (PS), fondé en 1995 en tant que successeur du Parti rural finlandais qui existait depuis 1959, avait une influence tout au plus marginale sur la politique et n'était guère pris au sérieux par les autres partis (Raunio 2013 : 133, 152). Lorsque le PS obtint près de 9,8% des voix aux élections européennes de 2009, devenant un acteur important de la vie politique finlandaise, les autres partis menèrent une stratégie collective d'exclusion du PS et le présentèrent comme une force politique irresponsable et dangereuse qui parle beaucoup et agit peu. Les Verts et le Parti populaire suédois de Finlande (SFP) en particulier se dressèrent contre le PS. Cependant, ce résultat électoral et les suivants montrèrent clairement que la stratégie du cordon sanitaire n'avait pas su freiner la montée des Vrais Finlandais. Sans surprise, les partis de centre-gauche et centre-droit optèrent alors pour une nouvelle stratégie. Afin de couper l'herbe sous le pied du PS, ils modifièrent avant tout leurs positions en matière d'UE et d'immigration, adoptant les thèmes et la rhétorique du PS (ibid.). Lors de la campagne électorale de 2011, les Verts furent le seul parti à exclure catégoriquement toute coalition avec le PS (Alaja 2011, Jungar 2015 : 189).

Les élections législatives de 2011 doivent être considérées dans le contexte des scandales sur le financement des partis du gouvernement de centre-droit (Parti du centre [KESK], Parti de la coalition nationale [KOK], Verts, SFP) et des mesures de sauvetage de l'euro (Raunio 2013 : 134). Ces dernières donnèrent lieu à un débat houleux sur l'UE et supplantèrent toutes les questions jusqu'alors importantes dans la campagne électorale, telles que le financement des campagnes électorales, la fiscalité ou le mariage homosexuel (Nurmi et Nurmi 2012 : 235). Les mesures de stabilisation de l'euro pour la Grèce, l'Irlande et le Portugal forcèrent pour la première fois le gouvernement à justifier publiquement sa politique européenne (Raunio 2013 : 154). Il défendit sa décision en avançant les effets positifs des mesures pour l'économie finlandaise, alors que tous les partis d'opposition étaient contre les programmes d'aide (ibid. : 152 f.).

L'attitude envers les immigrants et les demandeurs d'asile se durcit également en Finlande.

Le principal bénéficiaire des scandales sur le financement des partis et de la discussion sur le sauvetage de l'euro fut sans aucun doute les Vrais Finlandais (ibid. : 136). Leur part des voix passa de 4,1% à 19% des suffrages. Après ce succès électoral, le leader du parti KOK, Jyrki Katainen, voulut former une coalition avec le PS et les sociaux-démocrates, malgré la position eurosceptique du PS (Arter 2011 : 1285). On ne peut le comprendre qu'en ayant à l'esprit la forte tradition du consensus au sein de la vie politique finlandaise. Celle-ci veut que les partis ayant vu le plus leur part de voix augmenter soient inclus dans le gouvernement afin de refléter les résultats des élections (Jungar 2015 : 196). 80% des électeurs du PS s'attendaient également à ce que le parti assume des responsabilités gouvernementales et relance le système de partis « sclérosé » (ibid.). Alors que les membres et les députés du PS soutenaient une telle participation au gouvernement, le chef du parti, Timo Soini, refusa. Officiellement, il déclara que le PS ne pouvait pas participer à un gouvernement qui avait voté pour les plans de sauvetage (Raunio 2013 : 150). Soini qualifia la coalition de six partis qui s'ensuivit de « gouvernement

des perdants » (Arter 2011 : 1285 f.). Ainsi, la tradition finlandaise de coalitions multicolores et « anything goes » put perdurer, comme cela avait été le cas entre 1995 et 2003. En réaction aux sociaux-démocrates, le KOK durcit ses positions de politique européenne et se rapprocha ainsi du PS déjà eurosceptique (Koskinen 2013 : 92). Un an après les élections, les partis établis (en particulier KESK et les sociaux-démocrates) passèrent une grande partie de leur temps à observer ce qui se passait à leur droite au lieu de travailler sur leurs propres programmes (ibid.). Cela entraîna un durcissement du discours sur l'immigration. Des sociaux-démocrates et membres du KOK exprimèrent par exemple l'opinion que les immigrants doivent s'adapter à la culture finlandaise.

Avant les élections de 2015, tous les partis menèrent des campagnes relativement prudentes (Nurmi et Nurmi 2015 : 434). La relance économique se faisait attendre, les chiffres du chômage dépassaient les 9%, les sanctions de l'UE contre la Russie et les contre-mesures russes frappaient durement les exportations finlandaises. La dette publique s'approchait du seuil critique des 60% du PIB et les dépenses publiques de santé augmentaient. Par conséquent, les coupes dans le secteur public devinrent le thème central de la campagne électorale, même si tous les partis convenaient que ces coupes étaient inévitables (ibid. : 434 f.). Le Parti du centre fut le vainqueur incontesté de l'élection, mais le PS parvint également à consolider son résultat, ce qui est surprenant au vu de la campagne électorale, car les questions qui avaient expliqué son succès en 2011 (anti-établissement, critique de l'UE) n'y avaient pas été abordés (Jungar 2015 : 190). D'autre part, le KOK perdit des voix et, en tant que parti du Premier Ministre, dut assumer la responsabilité de la récession (Nurmi et Nurmi 2015 : 435). Les sociaux-démocrates, le parti de la ministre des Finances, furent les grands perdants des élections, ils furent tenus responsables de l'état des finances publiques.

Compte tenu du résultat des élections, il était évident que Juha Sipilä (KESK) mènerait les pourparlers de coalition (ibid. : 437). Lors de la campagne électorale, il n'avait pas désigné de partenaire privilégié ni exclu une coalition avec les Vrais Finlandais (Ridder-Strolis et Rasche 2015a : 2). Après les élections, Sipilä annonça qu'il souhaiterait une coalition composée des quatre grands partis, mais les sociaux-démocrates se retirèrent car ils ne voulaient pas accepter de coupes budgétaires supplémentaires dans le secteur public (Nurmi et Nurmi 2015 : 437). Le seul choix restant était donc de former une coalition avec le KOK et le PS, qui suffisait pour réunir une majorité parlementaire. Petit à petit, le PS devint à la fois un parti « respectable » et nécessaire à la formation d'une coalition. Le cordon sanitaire précédemment formé fut assoupli et une coopération formelle mise en place sous forme d'une coalition.

Traditionnellement, le poste de Ministre des Finances revient au deuxième parti ayant obtenu le plus de voix au sein de la coalition, mais Soini déclina la position en raison de son attitude critique à l'égard des mesures de sauvetage de l'euro (Ridder-Strolis et Rasche 2015a : 2). A la place, il devint ministre des Affaires étrangères et vice-Premier ministre. Le gouvernement des « Trois S » (Sipilä, Soini, Stubb) fut désigné assez rapidement, ce qui peut être attribué au style de négociation pragmatique et axé sur les résultats de Sipilä (Ridder-Strolis et Rasche 2015b : 1).

Six mois seulement après l'entrée en fonction du gouvernement, la cote de popularité du PS et des deux autres partis de gouvernement chuta au profit des sociaux-démocrates (Yle 2016). De nombreux électeurs étaient insatisfaits des politiques du PS depuis son accession au gouvernement et critiquaient avant tout la crise économique persistante et la crise des réfugiés. On observa de nombreuses tensions au sein de la coalition, par exemple au sujet de la réforme du secteur de la

Petit à petit, les Vrais Finlandais devinrent « respectables ».

En tant que partenaires de coalition, les Vrais Finlandais ne surent pas convaincre et s'effondrèrent.

santé et des soins ou de la gestion du nombre croissant de réfugiés arrivés depuis l'automne 2015 (Jochem 2016 : 114). Alors que le PS préconisait une politique plus restrictive à l'égard des réfugiés, le KOK et le KESK adoptèrent une stratégie plus équilibrée (ibid. : 115). Bien que le gouvernement ait durci la réglementation en matière de regroupement familial, les mesures prises furent beaucoup plus modérées qu'au Danemark, par exemple. Le rôle modérateur du KESK et du KOK tendit à isoler de plus en plus le PS dans la perception des électeurs (ibid. : 116).

Enfin, les conflits internes du PS entraînèrent presque une rupture de la coalition. Suite à l'élection à la tête du parti en juin 2017 de Jussi Halla-aho, condamné pour incitation à la haine, le Premier ministre Sipilä annonça la dissolution du cabinet (Schmiester 2017). La fraction plus modérée du PS, dont Soini et tous les autres ministres étaient membres, se sépara alors du PS et forma le parti Réforme bleue (initialement Nouvelle alternative) afin de poursuivre la coalition sur la base du programme de coalition existant. Sipilä mit fin à la coalition avec le PS (qui ne dispose depuis lors que de 17 de ses 38 sièges initiaux au parlement) et fit entrer la Réforme bleue au gouvernement, dont la composition put ainsi rester inchangée.



L'extrême-droite a une longue tradition en France. En 1972, Jean-Marie Le Pen fonde le Front National à partir de divers groupes nationalistes et de droite. Le FN se fait remarquer en 1984, lors des élections européennes, lorsque le parti obtient plus de 11% des voix et envoie dix membres, dont Le Pen, au Parlement européen. Sous Jean-Marie Le Pen, le FN est considéré comme un parti nationaliste, autoritaire, raciste et antisémite (Bauer 2010a : 66). Le parti entretient des contacts dans toute l'Europe dans les milieux d'extrême droite et néo-fasciste. Le Pen lui-même est condamné à plusieurs reprises pour avoir nié ou relativisé l'holocauste. Néanmoins, Le Pen ancre fermement son parti dans le paysage politique français. S'il échoue au premier tour des élections présidentielles de 1988 et 1993, il arrive au second tour en 2002 avec près de 17% des voix au premier tour, il perd ensuite le second tour contre le président sortant Jacques Chirac.

Au cours des années qui suivent, le fondateur du parti est évincé du pouvoir par sa fille. Marine Le Pen parvient à se libérer en grande partie du passé d'extrême droite du parti au cours de son entreprise de « dédiabolisation ». Elle fait du FN la « voix du peuple » contre l'immigration, l'influence de l'islam et les élites qu'elle qualifie de « déconnectées » à Paris et à Bruxelles. Elle appelle à privilégier les français sur le marché du travail, pour l'accès au logement et aux prestations sociales, à protéger l'économie française de la concurrence étrangère et demande le retrait de la France de l'UE ou de la zone euro. Les boucs émissaires du FN sont d'une part les immigrés, principalement issus d'Afrique du Nord et d'autres pays musulmans, et d'autre part le capitalisme mondial, les représentants des autres partis établis de centre-droit et centre-gauche, vus comme des élites déconnectées de la réalité du terrain, l'Union Européenne et plus récemment l'Allemagne. Le FN sous Marine Le Pen se transforme en un parti protectionniste dont la politique sociale est plutôt de gauche, qui répond aux préoccupations de nombreux Français au sujet du déclassement social, de l'envahissement par des étrangers et de la perte de l'identité nationale et culturelle, de l'insécurité croissante, du terrorisme et de la domination étrangère par l'UE. Il devient donc un parti des « petites gens » – peut-être pas tout à fait ce que l'on appellerait un Volkspartei, un parti populaire en allemand - ainsi que le premier parti des ouvriers du pays (Bauer 2010a : 67, Balent 2013 : 161 ff., Kempin 2017 : 6 ff.).

Marine Le Pen fait du FN la « voix du peuple » contre l'immigration, l'influence de l'islam et les élites « déconnectées » à Paris et à Bruxelles.

Il n'est pas facile de déterminer la véritable pénétration du FN, car le système électoral français fausse grandement la représentation des partis individuels. Ainsi, malgré un résultat à deux chiffres en 2002, le FN n'envoie pas de candidat à l'Assemblée nationale car aucun candidat FN ne parvient à gagner dans sa circonscription. En 2017, le résultat est légèrement inférieur à celui de 2012 (cf. tableau 1), mais avec huit députés, le FN obtient tout de même plus de sièges à l'Assemblée nationale que jamais auparavant. Lors des élections présidentielles, le FN passe de 10,4% et de la quatrième place en 2007 sous Jean-Marie Le Pen à 17,9% et à la troisième place avec Marine Le Pen comme candidate aux élections présidentielles en 2012. Cinq ans plus tard, avec un résultat de 21,3%, elle se qualifie pour le deuxième tour, qu'elle perd largement face à Emmanuel Macron, l'actuel président, avec 33,9% contre 66,1% des voix. Les résultats des élections européennes, où le FN était déjà devenu le

premier parti de France avec 25% des voix en 2014, ne veulent pas dire grand-chose, car ces élections ne sont pas suffisamment prises au sérieux par les électeurs des autres partis pour qu'on puisse en tirer des conclusions fiables. Cependant, il est incontestable que le FN est un acteur important de la vie politique française et peut être considéré pour l'instant comme la troisième force politique du pays qui n'a cessé de gagner en importance, notamment lors des élections locales et régionales (Kempin 2017 : 22 f.).

Les deux camps politiques sont affectés par la montée du Front national, mais les socialistes en particulier n'ont jamais trouvé de réponse au FN.

Les deux camps politiques sont affectés par la montée du Front national, mais les socialistes en particulier n'ont jamais trouvé de réponse au FN. Leurs stratégies ne comprenaient pas que leurs anciens électeurs pouvaient également être mobilisés avec des positions nationalistes, anti-islam et anti-immigration. Pendant longtemps, cependant, il n'a pas été question pour le PS de reprendre les positions du FN, car cela allait à l'encontre de son image de parti cosmopolite. Lorsque le Premier ministre Manuel Valls, après une série d'élections locales, régionales et européennes désastreuses, durcit le ton et l'attitude envers les réfugiés et les camps de réfugiés (cf. Balent 2015), la réputation du PS alors au pouvoir, avec le Président François Hollande, est déjà tellement ternie que copier les positions du FN ne lui est plus d'aucun secours.

Copier le FN n'a pas été d'une grande utilité pour la droite.

Alors que le FN parvient d'abord à gagner du terrain dans le camp conservateur, le vent tourne lorsque Nicolas Sarkozy devient le candidat de l'UMP aux élections présidentielles de 2007. Sarkozy ne se contente pas de reprendre les positions du FN dans les domaines de l'immigration, de la sécurité intérieure, de la lutte contre la criminalité des immigrés, des jeunes et des banlieues ou sur les questions de préservation de l'identité nationale, il va même parfois au-delà tant sur le fond que sur la forme. Au début, cette stratégie rencontre un certain succès. Lors de son élection à la présidence en 2007, il parvient à récupérer près de 40% des électeurs qui avaient voté pour le FN en 2002 (Balent 2013 : 178). Mais plus Sarkozy fait attendre les Français pour que ses promesses électorales se réalisent, plus la déception est grande et plus la droite perd ses électeurs.

Le parti est rebaptisé « Les Républicains » pour les élections de 2017. Cependant, il ne parvient pas à tirer profit de la situation désastreuse dans laquelle le président Hollande a laissé son parti et le pays. Le candidat des Républicains aux élections présidentielles, François Fillon, se concentre principalement des questions de politique économique et financière et n'aborde les positions du FN qu'en marge (DFI 2017). Il est longtemps considéré comme un candidat prometteur. Cependant, il se discrédite lui-même sur le plan moral lorsqu'il est révélé qu'il a fait embaucher sa femme et deux de ses enfants sur les deniers de l'État. Lors des élections d'avril 2017, Fillon n'arrive qu'en troisième position, mais appelle ses électeurs à soutenir le futur vainqueur Emmanuel Macron, justifiant cela – très défensivement – en déclarant qu'avoir Le Pen en tant que présidente ne serait pas bon pour le pays.

Le résultat des élections présidentielles de mai 2017 et des élections législatives qui suivent immédiatement relègue les partis établis, de droite comme de gauche, au second plan. Alors que Fillon parvient tout de même à réunir 20% des voix et que Les Républicains obtiennent 15,8% aux élections législatives de juin 2017 et 113 sièges à l'Assemblée nationale, les socialistes tombent au plus bas avec 6,4% des voix aux élections présidentielles et 7,4% aux élections législatives.

L'élection présidentielle française est un duel entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron, entre l'ancien et le neuf, entre le pessimisme et l'optimisme, entre l'isolement

nationale et l'ouverture au monde, entre l'hésitation et l'espoir, entre hier et demain. Pendant la campagne électorale, Macron s'affirme ouvertement pro-européen et se pose comme défenseur de l'immigration. Son programme mêle politique pro-business et aspects sociaux. En politique relative aux réfugiés, il propose une approche faite d'humanisme et de rigueur.

Le Pen n'est pas le thème principal de la campagne de Macron. Il se concentre clairement sur la présentation de ses propres idées. Par contre, il n'évite pas non plus Le Pen. De grandes différences de qualité sont apparues au cours des débats. Tandis que Macron présente ses plans d'avenir bien fondés, le contenu du discours de Le Pen présente à maintes reprises des signes de faiblesse ; elle s'empêtre dans des contradictions et ne fait pas le poids dans les discussions avec son concurrent.

Macron et son mouvement La République en Marche (LREM), lancé peu avant les élections, bouleversent complètement le système politique français et suscitent un espoir inattendu de reprise économique, de renouvellement des systèmes sociaux, de cohésion sociale, de respect des objectifs environnementaux de l'Accord de Paris et de lutte contre le terrorisme (cf. DLF 2018). Son mouvement, composé en grande partie de candidats issus d'autres secteurs, remporte la majorité absolue des sièges à l'Assemblée nationale lors des élections législatives de juin 2017. Cependant, dans un geste stratégique, Macron nomme le Républicain Édouard Philippe comme Premier ministre et inclut des membres du Mouvement démocrate (MoDem) dans son cabinet.

Le « macronisme » occupe l'ensemble du centre du système de partis français et s'étend loin dans les anciennes classes sociales-démocrates et centre-droites. Macron promet à ces derniers non seulement des réductions d'impôts attrayantes, mais, en tant que président, il est également strict à l'égard des réfugiés et du droit d'asile, ce qui est bien accueilli par les deux camps. Les perdants sont, d'une part, les socialistes qui sont marginalisés par leurs propres faiblesses et les projets ambitieux de Macron en matière de politique sociale. Les Républicains font également face à des difficultés. Ils se retrouvent coincés dans leur segment de marché entre Macron et le FN. Leurs plans actuels visant à modifier leur profil vont davantage dans le sens d'un parti provincial catholique axé sur les valeurs et les PME que dans celui d'un parti capable de rivaliser avec LREM.

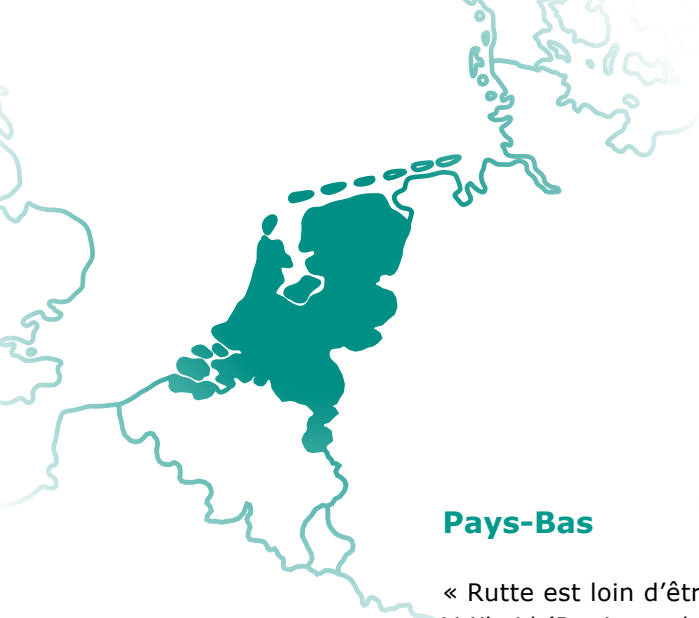
Le FN et Marine Le Pen comptent également parmi les perdants. Depuis les élections de 2017, le FN a clairement une image de perdant. Le parti possède des fiefs régionaux dans le sud du pays et dans les anciennes zones industrielles du nord-est et il connaît un certain succès dans des élections de deuxième et de troisième ordre. Mais lorsqu'il s'agit de questions de pouvoir vraiment importantes, il ne peut gagner, ce qui est en partie dû à sa propre faiblesse et en partie à l'alliance des autres partis et candidats contre lui.

Les luttes de pouvoir et les conflits entre fractions bouillonnent au sein du Front National. À l'automne 2017, la « tête » du FN, Florian Philippot, quitte le parti sur un coup de tête. Le plus grand adversaire du FN est actuellement le FN lui-même, bien que Le Pen tente de réorienter le parti. Le projet non sans controverse de renommer le FN en Rassemblement National (RN) signale que Le Pen souhaite déplacer le parti du bord droit vers le centre et, surtout, le rendre apte à former des alliances. Les défaites de 2017 et les luttes intestines qui font rage depuis, notamment au sujet de l'orientation du parti ne signifient toutefois pas que le parti a été vaincu définitivement. Il jouit d'une grande organisation, de nombreux sympathisants et de beaucoup d'expérience en matière de présentation. Mais surtout, les

Le Président Macron fait également preuve de rigueur à l'égard des réfugiés et du droit d'asile.

Les luttes de pouvoir et les conflits entre fractions bouillonnent au sein du Front National.

tensions sociales et culturelles qui ont fait la force du FN existent toujours. Ces tensions peuvent essentiellement être attribuées à tous ces modèles de conflits qui façonnaient déjà les partis il y a 130 ans (Kempin 2017). Le président, qui a battu Le Pen en 2017 avec un mélange de valeurs et de maintien ferme de ses positions, de perspective et de courage, et son gouvernement ont maintenant beaucoup à faire s'ils veulent empêcher le FN de reprendre des forces. En 2017, ils y sont encore parvenus – mais le populisme d'extrême droite et le national-populisme sont encore très présents en France.



Pays-Bas

Un revirement populiste a été stoppé aux Pays-Bas.

« Rutte est loin d'être débarrassé de moi ! » – Geert Wilders du Partij voor de Vrijheid (Parti pour la liberté – PVV) twitte ces mots à la fin de la soirée électorale du 15 mars 2017. En effet, les sondages préélectoraux avaient annoncé une course serrée entre le Premier ministre Mark Rutte du Parti populaire libéral et démocrate (VVD) et Geert Wilders. En fin de compte, Geert Wilders gagne des voix mais n'est pas en mesure de remporter les élections. Avec 21,3% et 33 sièges, le VVD devance largement le PVV qui obtient 13% et 20 sièges. Un revirement populiste a été stoppé aux Pays-Bas.

Geert Wilders a atteint son apogée.

Depuis que Pim Fortuyn a fondé son propre parti (Lijst Pim Fortuyn) en 2002, les Pays-Bas ont trouvé un opposant populiste avec une personnalité charismatique et théâtrale. Le nationalisme et l'islamophobie entrent dans les débats publics. Depuis lors, le ton de la culture politique devient plus brutal. Le 6 mai 2002, Pim Fortuyn est assassiné par un militant de gauche. Ceci marque le début de la fin de Lijst Pim Fortuyn, qui ne parvient pas à s'établir sans son leader et se dissout en 2007. De nombreux adeptes de Pim Fortuyn trouvent leur nouveau foyer politique auprès de Geert Wilders. Il avait déjà fondé un nouveau parti en 2006 après s'être détourné du VVD en 2004 (Voermann et Lucardie 2013). Tout comme Lijst Pim Fortuyn, le Partij voor de Vrijheid, qui ne compte qu'un seul membre, Geert Wilders, se concentre sur une seule personne. Son programme électoral pour la dernière élection tient sur une seule page A4. Les experts néerlandais supposent que Geert Wilders a atteint son apogée. Depuis 2016, il a un adversaire dans son propre camp qui rivalise pour ses électeurs : Thierry Baudet, qui fonde le Forum pour la démocratie (FvD). Lors des dernières élections, le FvD obtient 1,8% des voix et donc deux sièges. Thierry Baudet tente de se démarquer de Wilders en se présentant comme un intellectuel cultivé. Le programme du FvD comprend l'abolition de l'euro, une politique d'immigration stricte et de nouvelles formes de démocratie (Nijhuis 2017).

Pour les Pays-Bas, on ne peut identifier aucune stratégie de réponse uniforme ou commune des quatre principaux partis de centre-gauche et centre-droit. Au lieu de cela, chaque parti a développé sa propre stratégie de réaction basée sur sa propre expérience avec les populistes dans le passé. Ces stratégies varient entre « distanciation » et « rapprochement ». Au fil du temps, il y a eu quelques changements de stratégie, qui sont entre autres liés aux personnalités individuelles des partis. Le choix d'une stratégie est également lié à la personne elle-même et son succès dépend de la manière dont cette stratégie peut être représentée de manière authentique à l'intérieur et à l'extérieur du parti. Actuellement, tous les partis s'accordent à exclure Geert Wilders de toute participation au gouvernement. Cependant, cela a moins à voir avec des considérations politiques qu'avec des leçons du passé et l'instabilité inhérente aux partis unipersonnels. Dans l'ensemble, cependant, il existe aux Pays-Bas une volonté générale de coopération entre les partis, quelle que soit leur couleur politique.

L'Appel chrétien-démocrate (Christen-Democratisch Appèl, CDA) obtient 12,4% des voix lors des dernières élections, soit 19 sièges. La stratégie des chrétiens-démocrates

Le parti chrétien-démocrate se dissout à cause d'un différend interne sur la position à adopter vis-à-vis de Geert Wilders.

doit être replacée dans le contexte des expériences négatives des années 2010. Après les élections de 2010, le parti se dissout à cause d'un différend interne sur la position à adopter vis-à-vis de Geert Wilders. La question était de savoir si l'ADC devait refuser de coopérer avec Wilders ou s'il devait coopérer avec Wilders en formant un gouvernement minoritaire toléré par Wilders. Finalement, le parti donne son feu vert à cette deuxième option lors d'un congrès du parti. Toutefois, le gouvernement alors formé se sépare deux ans plus tard. Lors des élections législatives suivantes, les démocrates-chrétiens accusent des pertes de voix importantes et se retrouvent dans l'opposition. En raison des mauvaises expériences avec Wilders lui-même, mais aussi de la discussion interne du parti qui s'est accompagnée de nombreuses pertes de membres et d'électeurs, le parti refuse de renouveler sa coopération avec Wilders.

Sous la direction de Sybrand van Haersma Buma, la stratégie du CDA est de donner le sentiment d'être entendus aux électeurs en colère et insatisfaits risquant de se tourner vers Wilders et faire passer le message que contrairement à Geert Wilders, le CDA offre les bonnes solutions aux problèmes. Dans ce contexte, van Haersma Buma commence à présenter une attitude plus critique à l'égard de l'immigration et de l'Europe. D'une part, il espère reconquérir les électeurs qui se sont tournés vers Wilders. D'autre part, avec ce rapprochement et cette attitude plus critique, le parti risque de perdre les voix des chrétiens-démocrates empathiques et solidaires. Ces chrétiens-démocrates « classiques » restent en arrière dans l'électorat et voient d'un œil critique la stratégie de rapprochement de van Haersma Buma. La réaction du CDA consiste donc en un acte d'équilibriste, à mi-chemin entre un rapprochement pour « reconquérir » des électeurs prétendument perdus et une réflexion sur la démocratie chrétienne classique ainsi qu'un rejet de la coopération avec Wilders. Ce changement dans les réactions allant de la tolérance ou de l'intégration des populistes à un rapprochement de leurs positions tout en refusant de coopérer est moins insidieux chez le CDA que chez le VVD. Le rapprochement des positions en particulier est réalisé de manière moins authentique par le CDA que le VVD qui a toujours eu une importante fraction conservatrice dans ses rangs.

Le Parti populaire libéral et démocrate (VVD) remporte les dernières élections avec 21,3% des voix et 33 sièges. Il parvient à la fois à s'adresser à différentes sections de la population et à servir les différentes fractions représentées au sein du parti. Le chef du parti et actuel Premier ministre Mark Rutte, qui fait partie de la fraction libérale, parvient de justesse à gagner contre Rita Verdonk lors d'un vote crucial en 2006. Verdonk fait partie de la fraction conservatrice du parti et est plus tard expulsée du groupe VVD. Elle fonde alors le parti populiste de droite Trots op Nederland (Fiers des Pays-Bas).

Le VVD se rapproche des positions de Wilders en adoptant des positions critiques à l'égard de l'immigration et de l'Europe. Cependant, comme le parti a toujours eu une importante fraction conservatrice et plus critique à l'égard de l'immigration, ce rapprochement est moins surprenant et donc plus facile à défendre qu'avec les chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates. Les facteurs externes, tels que les attentats terroristes, leur permettent de mieux articuler ces positions. Mark Rutte, qui a une attitude plutôt libérale dans la pratique, est certainement critique à l'égard de la poursuite de l'intégration européenne et a également des positions restrictives sur le sujet de l'immigration. Lors de la campagne électorale, cependant, il résiste à la tentation de paraître anti-européen dans les débats avec Geert Wilders qui s'oppose à l'Union Européenne. Dans le domaine de la politique des réfugiés, Rutte fait également preuve de respect pour la politique du gouvernement allemand et s'avère être un allié de l'Allemagne (Focus online 2017). Ce faisant, il parvient à

gagner une partie de son parti et de son électorat avec sa rhétorique et à convaincre l'autre partie au moyen de politiques pratiques.

Avant les élections législatives, la position claire de Mark Rutte sur la question de savoir si des ministres turcs ont le droit de participer à des meetings aux Pays-Bas pour promouvoir l'amendement constitutionnel en Turquie a été reçue positivement. Le conflit entre les Pays-Bas et la Turquie, qui s'est transformé en une sorte de crise étatique dans la question susmentionnée, est devenu un véritable cadeau pour la stratégie électorale de Rutte. Sa position claire – la population lui reprochait depuis longtemps de ne pas en avoir – et sa politique ont finalement un effet positif sur le résultat des élections. Wilders ne parvient pas à remporter l'élection. Beaucoup d'électeurs qui auraient voté pour Wilders se tournent finalement vers Rutte et le VVD.

Le Partij van de Arbeid (PvdA) n'obtient que 5,7% des voix lors des dernières élections et perd 29 de ses 38 sièges précédents. Parmi les raisons invoquées pour expliquer cette baisse, on peut citer la responsabilité partagée de la politique d'austérité et le libéralisme de marché, que les électeurs ont rejetés (voir Nijhuis 2017 : 358). Les socialistes réagissent à Geert Wilders comme le PVV et le CDA et essaient de prendre au sérieux les préoccupations des citoyens en adoptant une vision plus critique de l'islam et des questions de migration tout en proposant de bonnes politiques. Alors que le VVD n'a jamais souffert de problèmes de crédibilité, les sociaux-démocrates ne parviennent pas à se rapprocher verbalement des positions de Wilders. Ces tentatives de rapprochement causent avant tout de l'irritation, en particulier parce que dans l'ensemble, les membres du parti social-démocrate ont une image sociale et que de nombreux électeurs sont eux-mêmes issus de l'immigration. L'idée de prendre au sérieux les préoccupations des électeurs et, par conséquent, d'adopter des positions plus critiques sur les questions de l'islam et de la migration, n'a pu être réconciliée ni avec les membres du parti ni avec l'électorat. Les « idéalistes » sociaux-démocrates ne se voyaient pas représentés dans ce rapprochement. Pour ne pas perdre ces électeurs, le parti relativise à nouveau ses déclarations, mais cela mène alors à la perte des électeurs qui se sentaient « menacés ». L'une des raisons pour lesquelles le parti ne parvient pas à offrir de « bonnes » politiques est qu'il n'est pas parvenu à communiquer que la politique d'austérité du gouvernement qu'ils soutiennent était basée sur la justice sociale. Il ne reste alors qu'un petit groupe homogène de sociaux-démocrates classiques. Les sociaux-démocrates ne sont pas parvenus à faire comme le VVD, c'est-à-dire à rassembler les différentes fractions et électeurs au sein et en dehors du parti.

Les « idéalistes » sociaux-démocrates ne se voyaient pas représentés dans ce rapprochement.

Le parti libéral de gauche, les Démocrates 66 (D66), obtiennent 12,2% des voix aux dernières élections, soit 19 sièges – sept de plus qu'aux élections de 2012. Contrairement aux autres partis, les libéraux de gauche poursuivent une stratégie consistant à garder leurs distances. Le parti D66 occupe des positions opposées à celles de Wilders : il est pour l'Europe, pour la mondialisation, pour l'immigration. Il se voit comme un adversaire de Wilders. Après les sessions parlementaires, le président des libéraux de gauche, Alexander Pechtold, présente immédiatement ses opinions, opposées à celles de Geert Wilders. Il n'y a pas de rapprochement avec les positions de Wilders. Ceci est également lié au parti lui-même. L'électorat et les membres du D66 sont très homogènes et très éduqués. Il ne souffre pas de querelles entre des fractions au sein du parti. Les partisans du D66 bénéficient de l'Europe et de la mondialisation. Le D66 est aujourd'hui le seul parti aux Pays-Bas à avoir une orientation clairement pro-européenne. Contrairement aux autres partis, il n'adopte pas les positions de Geert Wilders et ne s'en rapproche pas non plus.

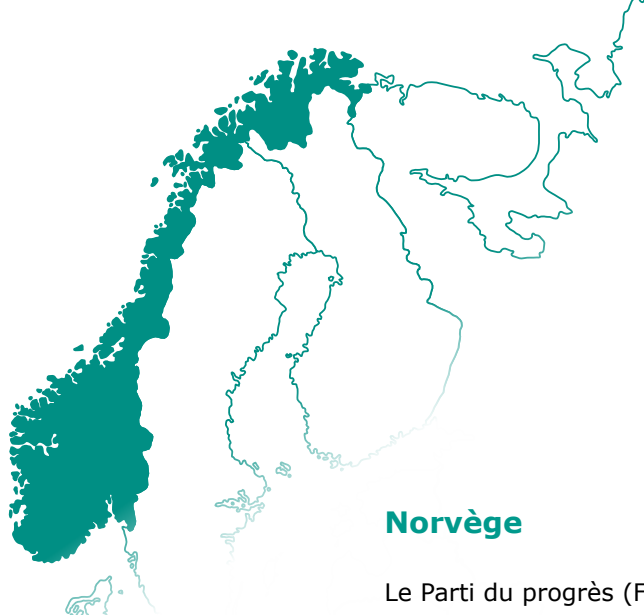
Contrairement aux autres partis, les libéraux de gauche continuent de poursuivre une stratégie consistant à garder leurs distances.

Il est payant de tenir fermement à ses positions et d'être crédible.

Les stratégies de réaction envers les populistes varient d'un parti néerlandais à l'autre. Alors que dans le passé, les autres partis intégraient les populistes en leur permettant de participer au gouvernement, ceci n'est actuellement pas une option. Ils voient d'un œil critique une future nouvelle participation au gouvernement ou une tolérance des populistes. Les rejets politiques et personnels de Geert Wilders et de son PVV sont trop importants. Alors que le D66 poursuit une stratégie consistant à se différencier clairement et à garder une certaine distance, les autres partis ont adopté une stratégie de rapprochement – avec une rigueur et une crédibilité variable. Le PvdA a tenté de se rapprocher, mais a toujours relativisé ce rapprochement et a essayé de convaincre ses électeurs grâce à de bonnes politiques. Rien de tout cela n'a été couronné de succès. Les chrétiens-démocrates se sont également rapprochés des positions en prenant au sérieux les préoccupations des citoyens, tout comme le PvdA, et ont essayé de résoudre les problèmes des citoyens. Cependant, cela ne s'est pas fait sans controverse. Le VVD poursuit une stratégie de réaction similaire à celle du CDA. Cependant, il a toujours eu une importante fraction conservatrice, de sorte que ses positions ont été perçues comme plus crédibles que chez le CDA. Grâce à une rhétorique conservatrice ainsi qu'à des politiques libérales et essentiellement pro-européennes, le VVD s'adresse à la fois au parti et à un large électorat. S'ajoute à cela la personnalité politique. Le Premier ministre Mark Rutte bénéficie d'une reconnaissance politique de la part de tous les partis. Il maintient fermement ses positions dans les situations critiques, comme l'a révélé la question turque, ce qui est bien accueilli par les électeurs.

Le prochain populiste est déjà prêt aux Pays-Bas.

Une combinaison de sensibilisation aux problèmes, de bonne politique et de maintien ferme des positions semble avoir permis d'éviter que les populistes aient le succès escompté lors des dernières élections. Néanmoins, aucune réaction ne peut être considérée comme généralement prometteuse pour tous les partis aux Pays-Bas. Le succès dépend à la fois du parti et des personnalités qui expriment cette réaction et de comment ils parviennent à la représenter de façon crédible auprès de leurs députés et de leurs électeurs. Car même si Wilders a été stoppé lors des dernières élections et a peut-être atteint son apogée, cela ne veut pas dire que l'on approche de la fin. Le prochain populiste, Thierry Baudet du Forum pour la démocratie (FvD), est déjà prêt aux Pays-Bas.



Norvège

Le Parti du progrès (FrP) norvégien, également issu d'une révolte fiscale en 1973, n'a lui non plus jamais été confiné derrière un cordon sanitaire strict (Jupskås 2013 : 212, Bjørklund 2011 : 301). Au contraire, il joue un rôle de soutien de plusieurs budgets nationaux dans les années 1980 et au début des années 2000. Contrairement au Danemark, cependant, le débat politique en Norvège autour du FrP n'aborde longtemps pas les questions d'immigration et d'intégration (Bale et al. 2010 : 417). Ceci est dû au fait que la question s'est déjà posée avant la percée du FrP. Le Parti travailliste est alors parvenu à la désamorcer très tôt et avec succès. Le Parti conservateur (Høyre) et le Parti populaire chrétien (KrF) essaient également de marginaliser le Parti du progrès et les gouvernements de centre-droit du début des années 1980 gardent leurs distances vis-à-vis du FrP. C'est le gouvernement social-démocrate qui introduit en 1975 des mesures plus strictes dans la politique d'immigration et appelle même à « arrêter l'immigration », bien avant que le FrP ne gagne en influence. Bien que cette politique soit controversée, les débats à ce sujet sont modérés par rapport au Danemark. Avec sa politique d'immigration relativement stricte dans les années 1970 et 1980, le Parti travailliste souhaite répondre à l'importance croissante des questions d'immigration et d'intégration (ibid. : 418). Par la suite, les autres partis durcissent également leurs positions en matière de politique migratoire (ibid. : 417, Harmel et Svåsand 1997 : 324).

Ce développement continue de s'intensifier dans les années 1990. Alors que dans ses programmes des années 80, le Parti travailliste combine encore une politique d'immigration stricte avec une approche souple de l'intégration, il met davantage l'accent sur les droits et les devoirs des immigrants dans les années 1990 (Bale et al. 2010 : 418). Le FrP perd ainsi son droit exclusif sur le sujet et se concentre plutôt sur la critique des politiques financières de Høyre et de KrF. Le FrP est longtemps exclu de la participation gouvernementale. Cette interdiction s'assouplit progressivement et le FrP est alors reconnu comme partenaire de négociation (Bjørklund 2011 : 314 f.). Cela est dû aux pressions exercées principalement par les élus conservateurs des quelques 430 conseils municipaux (ibid. : 315, Jupskås 2013 : 213). Le FrP est représenté dans la plupart des conseils municipaux depuis la fin des années 1980, et de nombreux responsables politiques locaux ont pu faire l'expérience de sa fiabilité lorsqu'il est partenaire de coalition. Alors que le KrF et le Venstre social-libéral ont toujours refusé de former un gouvernement avec le FrP, Høyre est le premier à ouvrir la porte à une telle coalition. Les élections législatives de 2001 sont une étape importante dans l'assouplissement du cordon sanitaire : en effet, un gouvernement de centre-droit (KrF, Høyre, Venstre) sous Kjell-Magne Bondevik est pour la première fois toléré par le FrP (Bjørklund 2011 : 315). Bien que Høyre, le parti centre-droit le plus important, aurait concédé le poste de chef du gouvernement, le KrF et Venstre s'opposent à cette question (Jochem 2012 : 80). Après l'échec du premier cycle de négociations de coalition, Høyre tente d'entrer en contact avec le FrP. Mais comme ce dernier ne souhaite pas soutenir de gouvernement minoritaire conservateur, Høyre est forcé d'accepter les demandes de ses partenaires et Bondevik accède au poste de ministre d'État. Bien qu'on observe un certain durcissement de la politique migratoire, le FrP a peu d'influence

En Norvège, les partis se prononcent très tôt en faveur d'une politique d'immigration restrictive.

sur le gouvernement par rapport au DF danois lorsqu'il était dans la même position de soutien au gouvernement (Bale 2003 : 83 ; Widfeldt 2015 : 91).

Lorsque le FrP décide en 2005 de ne soutenir aucun gouvernement de centre-droit dont il ne fait pas partie, les partis modérés de gauche profitent de la situation et se présentent comme une alternative gouvernementale unifiée (Jupskås 2013 : 225, Allern 2010 : 905). Avant cela, le KrF et Venstre excluent toute collaboration directe avec le FrP, mais cela ne leur permet pas de gagner des voix (Widfeldt 2015 : 91). Par conséquent, une alliance rouge-vert entre le Parti travailliste, le Parti socialiste de gauche (SV) et le Parti du centre (Sp) prend le pouvoir sous la direction de Jens Stoltenberg. Depuis les élections locales de 2007, le Parti travailliste coopère également avec le FrP au niveau local (Jupskås 2013 : 213). On voit ici aussi une collaboration législative. Malgré de nombreuses crises pendant le mandat, les partis font campagne pour une poursuite leur coalition en 2009 (Allern 2010 : 904 f.). Bien que la situation semble d'abord désespérée, l'alliance obtient de justesse une majorité (Jochem 2012 : 109). Celle-ci peut être attribuée avant tout à la mobilisation réussie contre le risque d'un gouvernement de centre-droit dirigé par des populistes de droite (ibid.).

Une fois de plus, le camp conservateur est très fragmenté, comme en témoignent les différentes promesses faites pendant la campagne électorale. Pour la première fois, Høyre peut imaginer former une coalition avec le FrP à condition de surmonter les différences fiscales entre les deux partis (Sitter 2006 : 578). Cependant, cette possibilité est exclue lorsque le KrF et Venstre soulignent que le FrP n'est pas un partenaire de coalition acceptable pour eux (Allern 2010 : 906). De plus, le FrP promet à nouveau de ne soutenir aucun gouvernement (pas même le budget) dont il est lui-même exclu, excluant ainsi un gouvernement minoritaire de Høyre, KrF et Venstre.

Les relations complexes entre le FrP et les partis de centre-droit sont également illustrées par le fait que ces derniers (contrairement à leurs voisins danois) se sont toujours donnés beaucoup de mal pour mettre en évidence les différences avec le FrP (Jupskås 2013 : 213). Néanmoins, tout comme le Parti travailliste, ils adaptent progressivement leurs positions politiques en matière d'immigration à celles du FrP entre 1985 et 2009 et adoptent ainsi une stratégie de rapprochement et de reprise des positions et de la thématique du FrP (ibid. : 226). Ainsi Martin Kolberg, secrétaire du Parti travailliste, déclare lors de la campagne électorale de 2009 que son parti s'engage dans la lutte contre « l'islam radical » (ibid.). Après son entrée en fonction, la coalition rouge-vert durcit ses lois sur l'immigration en 2010 (Beckmann-Dierkes et Fuhrmann 2011 : 46).

Lors de la campagne électorale de 2013, le Parti travailliste met surtout l'accent sur les nombreuses promesses électorales tenues une fois au pouvoir (Maass 2013 : 3 f.). Malgré ses accomplissements, un budget de l'État à l'équilibre et un faible taux de chômage, il est remplacé par un gouvernement minoritaire de Høyre et du FrP sous Erna Solberg, toléré par le KrF et Venstre (collaboration exécutive directe et indirecte). Par rapport aux élections précédentes, le FrP perd de nombreuses voix. Ceci est principalement dû au fait que de nombreux électeurs conservateurs préfèrent l'original, Høyre, à la nouvelle orientation plus conservatrice et modérée du FrP depuis l'attaque de Breivik en 2011 (Etzold 2013). Bien que le KrF et Venstre aient rejeté une coalition directe avec le FrP, ils adoptent des stratégies de coopération indirecte, changeant ainsi de comportement envers le FrP, ce qui leur avait coûté de nombreux électeurs lors des élections précédentes (Beckmann-Dierkes et al. 2013 : 2, Widfeldt 2015 : 93). Dans leur contrat de coalition, les quatre partis

Après son entrée en fonction, la coalition rouge-vert durcit ses lois sur l'immigration.

Le FrP est considéré comme un parti normal et légitime dans le paysage politique norvégien.

conviennent de mettre en œuvre une politique d'asile plus stricte, mais, sous l'insistance de Venstre et du KrF, sous une forme atténuée pour les enfants (Beckmann-Dierkes 2013 : 1). Le FrP ne parvient pas à faire accepter sa demande de dépenser plus que le précédent plafond de 4% des réserves du fonds souverain norvégien (ibid. : 1 f.). La Norvège n'avait jamais connu d'accord aussi détaillé entre le gouvernement et les partis d'opposition (ibid. : 2). En formant cette coalition, Høyre renonce finalement à toutes ses réserves sur une coopération formelle avec le FrP et contribue ainsi à faire du Parti du progrès une force légitime et bien établie dans le paysage politique norvégien (Jakobsen 2015 : 160 f.).

Lors des élections de 2017, Høyre et le FrP ne perdent pratiquement pas de voix et poursuivent leur gouvernement de coalition. On voit ainsi les électeurs ne sanctionnent pas Erna Solberg pour s'être allié avec le FrP au gouvernement, et on peut interpréter ce résultat comme un signe que les électeurs sont satisfaits du travail du FrP (Aardal et Bergh 2018 : 1, 7 f.). En tout état de cause, ni Høyre ni le FrP n'est démystifié ou puni pour leur coopération. À l'heure actuelle, on se demande seulement si le nouveau gouvernement tiendra jusqu'aux prochaines élections, car il est tributaire du soutien du KrF et de Venstre pour obtenir une majorité au parlement, alors que jusqu'à présent, le soutien d'un seul des deux partis était suffisant.



Autriche

L'Autriche vit avec le populisme de droite depuis plus de 30 ans. Jörg Haider radicalise le Parti de la liberté (FPÖ) en critiquant sévèrement les deux plus grands partis autrichiens (SPÖ et ÖVP) et leurs représentants, présents dans pratiquement tous les domaines de la vie en Autriche. Il se lance également dans une propagande raciste anti-immigrée et critique la Communauté Européenne, puis l'Union Européenne. Il fait du FPÖ le deuxième parti d'Autriche et le parti junior dans une coalition avec l'ÖVP.

Le FPÖ est fondé en 1956. Il est issu de la « Fédération des Indépendants », une association d'anciens membres du NSDAP et d'officiers SS (Bauer 2010b : 53). En plus d'anciens nazis, ses sympathisants viennent également du courant national-allemand et des « schlagenden Studentenverbindungen » (sociétés étudiantes traditionalistes pratiquant l'escrime) (Pelinka 2005 : 96-97). Ces orientations traditionnelles évoluent au début des années 1970. En plus de la fraction nationale-allemande, une fraction économique libérale s'était fait jour au sein du parti. Toutes deux se disputent le pouvoir dans le parti. Dans un premier temps, la fraction libérale économique parvient à s'imposer. Ceci sert de légitimation au chancelier Bruno Kreisky, du parti social-démocrate SPÖ, pour justifier d'avoir fait soutenir son gouvernement minoritaire par le FPÖ (1970). Son successeur, Fred Sinowatz, forme même une coalition avec le FPÖ entre 1983 et 1986, l'intégrant ainsi dans le gouvernement fédéral. Norbert Steger, leader du FPÖ, devient vice-chancelier autrichien.

En 1986, Jörg Haider, âgé alors de 36 ans et député au Conseil national, devient le chef du parti. Il se présente comme l'avocat du peuple (« Je dis ce que vous pensez ») et transforme le FPÖ en un parti populiste de droite typique : critique des deux grands partis établis, propos anti-immigration voire racistes, provocations national-allemandes et critiques de la CE/l'UE. Cela lui permet d'améliorer ses résultats à l'échelle nationale. Le FPÖ atteint son apogée lors des élections au Conseil national en 1999 lorsqu'il devient le deuxième parti du pays avec près de 27% des voix, au même niveau que le parti conservateur ÖVP. Wolfgang Schüssel fait du FPÖ le partenaire junior d'une coalition « noire-bleue » sous sa direction.

Mais participer au gouvernement a fortement nui au FPÖ. Soumis à la discipline de la coalition et privé de son leader (l'une des conditions de l'ÖVP pour la formation de la coalition était que Haider n'ait pas de poste au gouvernement), le FPÖ ne parvient pas à tenir ses promesses. La coalition est dissoute en 2002 en raison de querelles permanentes en son sein. Lors des élections suivantes au Conseil national, le FPÖ chute à 10%, tandis que l'ÖVP atteint 42,3%. Toutefois, ce dernier poursuit sa coalition avec le FPÖ désormais considérablement affaibli.

Participer au gouvernement a fortement nui au FPÖ.

Aujourd'hui, le FPÖ est revenu au même niveau qu'autrefois.

L'effondrement du FPÖ, qui perd également les élections régionales suivantes, explique l'idée (fausse) selon laquelle il serait possible de « démystifier » les populistes (de droite) en les faisant participer au gouvernement. Toutefois, il ne s'agit pas d'un remède miracle, comme le prouve la remontée du FPÖ au cours

des 15 dernières années (Heinisch 2013). Aujourd'hui, le parti est revenu au même niveau qu'autrefois et est un concurrent de poids pour les partis non populistes, en ayant une influence sur leur comportement stratégique.

Pendant longtemps, les deux grands partis autrichiens ne savent pas comment réagir face au FPÖ en pleine convalescence et rémission. Le FPÖ réussit à se présenter comme le seul parti qui incarne les intérêts des « petites gens » honnêtes contre les élites : « ceux qui sont là-haut », en particulier « l'éternelle » grande coalition entre ÖVP et SPÖ. Il se présente comme le seul parti capable de préserver l'identité de l'Autriche (« Parti social national ») et critique l'immigration, en particulier en provenance de pays islamiques avec des mots parfois très crus (« l'amour du pays plutôt que les voleurs marocains », « notre chez nous plutôt que l'Islam »), alimentant les inquiétudes concernant l'islamisation imminente de l'Autriche, l'augmentation de la criminalité chez les immigrés et les abus sociaux. Le FPÖ critique massivement l'Union européenne qui gaspille notre argent, proteste contre les aides pour la Grèce et l'incapacité à sécuriser les frontières extérieures. Il devient ainsi l'un des plus grands adversaires de l'Union Européenne (Grabow et Oppelland 2015). Avec ce profil, le FPÖ s'est constitué une base électorale solide et a su pénétrer si profondément dans les anciens bastions sociaux-démocrates qu'il est aujourd'hui le « premier parti ouvrier d'Autriche » (Bauer 2010a : 58).

Les sociaux-démocrates ont longtemps opté pour la distanciation vis-à-vis du FPÖ, même s'ils ont ensuite été les premiers à coopérer avec lui. Cependant, le SPÖ ne parvient pas à contrer la rhétorique du FPÖ, sa montée en puissance et son infiltration continue dans ses anciens bastions électoraux. De la fin de la première coopération dans les années 1980 jusqu'au début des années 2000, toute coopération avec le FPÖ est proscrite (« Doctrine Vranitzky »). Mais les relations avec le FPÖ s'assouplissent sous Alfred Gusenbauer. Gusenbauer qualifie cette politique de distanciation dure vis-à-vis du FPÖ d'erreur et n'exclut plus fondamentalement les coalitions au niveau fédéral (Kurier 2017). En conséquence, on voit de nombreuses coopérations rouges-bleues entre FPÖ et sociaux-démocrates (et noires-bleues, entre conservateurs et FPÖ) au niveau régional.

Au plus tard après le départ de Werner Faymann, ancien chef du parti fermement opposé au FPÖ, et l'arrivée de Christian Kern à la tête du parti en 2016, de plus en plus de voix se font entendre au sein du SPÖ demandant la fin de l'interdiction de former une coalition avec le FPÖ. Les discussions internes sont difficiles, mais le SPÖ aurait été prêt à former une coalition avec le FPÖ s'il avait obtenu un meilleur score lors des élections au Conseil national en octobre 2017. Pendant la campagne électorale, le parti durcit déjà clairement le ton contre les immigrants et les réfugiés et exige que l'immigration soit soumise à conditions (Kahlweit 2017).

Longtemps, l'ÖVP non plus ne sait pas trop comment se comporter vis-à-vis du FPÖ. Après le départ de Haider et la fondation de son Alliance pour l'avenir de l'Autriche (BZÖ) en 2005, le camp populiste de droite semble en proie à des divisions destructrices. Il est en recul en Carinthie, le fief électoral de Haider. Sous Heinz-Christian Strache, le FPÖ revient sur le devant de la scène, à une vitesse et avec une force inattendues (2006 : 11% ; 2008 : 17,5% ; 2013 : 20,5%). Pendant ce temps, l'ÖVP continue à perdre des électeurs (2006 : 34,3% ; 2008 : 26% ; 2013 : 24%), révélant au grand jour ses faiblesses stratégiques et ses problèmes de fond. Depuis 2007, l'ÖVP est le partenaire junior dans quatre gouvernements fédéraux sous le SPÖ, mais ne parvient guère à s'opposer aux mesures qui entraînent le mécontentement de la population, mais dont il est également tenu responsable en tant que partenaire junior. Comme la CDU en Allemagne, l'ÖVP est également un parti européen

Pendant la campagne électorale, le SPÖ durcit le ton envers les immigrés et les réfugiés.

qui prend clairement position en faveur de toutes les mesures visant à stabiliser la monnaie commune dans le contexte de la crise de la dette souveraine grecque.

Au niveau régional et national, l'ÖVP a tout essayé pour arrêter le départ de ses électeurs pour le FPÖ et la montée de ce dernier : il se démarque du FPÖ et le stigmatise. Il insiste sur ses propres racines locales (« Nous sommes le parti des maires d'Autriche ») ainsi que sur sa crédibilité et son sérieux en matière de politique économique et financière. En mettant davantage l'accent sur la sécurité intérieure et la lutte contre la criminalité (« Nous prenons soin de vous »), il tente d'occuper le terrain dans le domaine de la sécurité intérieure, laissant moins de place au FPÖ. Il dit clairement que tous ceux qui veulent vivre en Autriche doivent respecter les règles du jeu. Mais ces propos présentent toujours le même ton objectif, rationnel et peu enthousiaste d'un parti habitué à gérer le statu quo. Les Autrichiens insatisfaits face à l'immigration, la surpopulation étrangère, l'insécurité perçue, les aides financières pour la Grèce ou d'autres pays du sud de l'Europe ou l'Union Européenne en général se tournent toujours vers l'original, le FPÖ et n'ont pas besoin de passer par l'ÖVP, qui, sous ses dirigeants Wilhelm Molterer (2007-08), Josef Pröll (2008-11), Michael Spindelegger (2011-14) et Reinhold Mitterlehner (2014-17), ne trouve aucun moyen approprié pour lutter contre les populistes du FPÖ. Tandis que le Parti populaire perd des voix, élection après élection, les résultats du FPÖ ne cessent de s'améliorer. Si bien que jusqu'en 2017, on aurait pu croire qu'il suffisait à Heinz-Christian Strache de rester en bonne santé pour devenir le prochain chancelier autrichien.

L'ÖVP a tout essayé pour arrêter la montée du FPÖ, mais n'a jamais trouvé de moyen qui fonctionne.

L'échec de ce scénario est principalement lié au changement de direction de l'ÖVP sous Sebastian Kurz, qui accepte de prendre la tête du parti à la condition que les comités du parti lui remettent tous les pouvoirs de décision internes au parti. En une manœuvre parfaitement planifiée et prestement exécutée, Kurz transforme le traditionnel ÖVP en un mouvement convenant parfaitement au jeune homme de 31 ans (Grabow 2017). Kurz ne fait pas que rebaptiser le parti (Le Nouveau parti populaire) et lui donner un nouveau logo plus moderne. Il ne se contente pas de prendre le contrôle de toutes les décisions majeures et de repousser l'influence des comités régionaux du parti (Montag 2017 : 5). Sebastian Kurz et son équipe parviennent à empêcher le FPÖ de s'emparer de la victoire en combinant une approche de « bienfaiteur à l'écoute des inquiétudes locales », une grande compétence politique internationale, une campagne en ligne massive et la mobilisation de très nombreux bénévoles.

En termes de contenu, Kurz incarne depuis longtemps des revendications tirées du répertoire du FPÖ. En tant que ministre des Affaires étrangères, il était déjà considéré comme un critique sévère de la politique allemande en matière d'asile et de réfugiés et avait appelé à mieux protéger les frontières extérieures de l'UE contre toute nouvelle immigration (Kahlweit 2017). Dans sa politique européenne, Kurz est également partisan d'une ligne économique dure quant à la mutualisation des dettes ou dépenses d'autres Etats membres. Il s'oppose également à l'élargissement ou au transfert de compétences en faveur des institutions européennes. La stratégie de Kurz consiste à miser sur le sérieux et l'expérience de son parti en matière de politique financière et économique tout en menant ce qu'il a appelé une démobilisation thématique, proposant des thèmes en espérant soit reconquérir les électeurs qui ont changé de bord, soit les persuader de s'abstenir. Comme le SPÖ et le Parti populaire ont clairement indiqué qu'ils ne souhaitaient pas être partenaire junior dans une nouvelle grande coalition, de moins en moins populaire aux yeux de la population, la voie était tracée pour la formation d'une coalition noire-bleue entre ÖVP et FPÖ après les élections. Contrairement à ce qui s'était passé en l'an 2000, cela ne suscite guère de résistances de la part du public. La plupart des Autrichiens considèrent le FPÖ comme un parti établi tout à fait normal (Bauer 2010b).

La plupart des Autrichiens considèrent maintenant le FPÖ comme un parti établi tout à fait normal.

Sebastian Kurz n'a certainement pas combattu le populisme du FPÖ par un populisme du même genre, d'autant plus qu'on ne peut pas dire qu'il ait « écrasé » le FPÖ. Ce dernier n'est simplement pas parvenu à s'emparer de la Chancellerie, alors qu'on a longtemps cru que c'était inévitable. Mais trois raisons ont contribué à la victoire de Kurz et à sa capacité à tenir le FPÖ à distance, bien que le parti fasse maintenant partie du gouvernement autrichien en tant que partenaire junior de coalition, qu'il ait obtenu un score aussi élevé qu'en 1999 et qu'il puisse exercer aujourd'hui plus d'influence que lorsqu'il était dans l'opposition. Premièrement, Kurz a soulevé des questions que l'on retrouve également dans le programme du FPÖ, en particulier dans les domaines de la politique d'immigration et d'asile et en ce qui concerne l'Union Européenne. Deuxièmement, Kurz a abordé ces questions avec plus de sérieux que le FPÖ et surtout : il n'a pas attendu la campagne électorale pour faire connaître ses opinions. Il est connu depuis longtemps comme partisan de règles plus strictes en matière d'immigration et d'asile et même si, en matière de politique européenne, il est sceptique en ce qui concerne la poursuite de l'interdépendance financière, il n'est pas opposé à l'UE. À cet égard, on peut également dire que Kurz maintient fermement ses positions, même si celles-ci sont différentes de celles du président français. Quoi qu'il en soit, Kurz est resté fidèle à sa ligne et était crédible, tout comme son collègue néerlandais Mark Rutte. Troisièmement, comme Emmanuel Macron, Kurz est entré dans la campagne électorale en tant que nouvel espoir et non en tant que co-responsable des vieux problèmes et administrateur du statu quo. Ainsi, il n'a jamais été considéré comme une copie du FPÖ lorsqu'il a repris ses positions restrictives en matière de politique migratoire. La stratégie d'un ÖVP taillé sur mesure pour Kurz est un succès total. Le parti gagne des voix aux dépens de tous les autres partis lors des élections au Conseil national en octobre 2017, sans rien céder dans un sens ou dans l'autre.

Près d'un an avant les législatives, le candidat des Verts, Alexander Van der Bellen, parvient déjà à vaincre le candidat du FPÖ au second tour (organisé pour la deuxième fois) de l'élection présidentielle en maintenant fermement ses positions. Comme Macron plus tard, Van der Bellen est pro-européen et défend l'ouverture dans tous les domaines. Tout comme en France, le second tour de scrutin pour la plus haute fonction de l'État en Autriche est toujours un duel entre deux personnes ou orientations politiques. Ce type d'élection peut être très polarisant et le gagnant est parfois élu car ses électeurs veulent éviter l'autre candidat. Néanmoins, Van der Bellen reste fidèle à lui-même et bat clairement le candidat du FPÖ. Le maintien ferme des positions, la persistance et la promotion de ses propres convictions et valeurs, l'accent mis sur les opportunités futures et une vision optimiste du monde peuvent donc certainement constituer une stratégie appropriée contre le pessimisme et les scénarios catastrophe des populistes de droite et des nationaux-populistes. Il n'y a toutefois pas de garantie, d'autant plus que les personnalités porteuses d'espoir ne courent pas les rues. Mais cette combinaison, complétée par des politiques qui résolvent les problèmes pour le bien du peuple et du pays, semblent esquisser une stratégie appropriée pour s'opposer à la droite et aux nationaux-populistes et les repousser.

Le maintien ferme des positions et les politiques qui promettent de résoudre les problèmes semblent être un bon moyen de lutter contre le populisme.



Suède

Contrairement à la plupart des autres pays d'Europe occidentale, en Suède, les partis de centre-droit et centre-gauche ont longtemps réussi à exclure les Démocrates de Suède (SD) de la vie politique en refusant toute forme de coopération (Rydgren 2006 : 179, 183). Le parti, né en 1988, est issu d'une fusion entre plusieurs mouvements du milieu néonazi. Bien que les autres partis aient longtemps explicitement essayé de ne pas se rapprocher des revendications du SD ou d'imiter leur rhétorique, un débat inattendu et féroce sur l'échec de l'intégration des immigrés dans la société suédoise éclate lors de la campagne électorale de 2002 (Bale 2003 : 80). Le débat est lancé par les libéraux, qui triplent leur score aux dépens des Modérés, mais ne parviennent pas à empêcher la reconduction du gouvernement social-démocrate.

Toutefois, ce n'est pas la première fois que la demande d'une politique d'immigration et d'intégration plus restrictive est soulevée en Suède. Par exemple, après les élections législatives de 1994, le gouvernement social-démocrate s'oriente vers une politique d'immigration plus stricte en durcissant le droit d'asile et en abolissant la catégorie des « réfugiés de facto » (Rydgren 2006 : 179). Cependant, cette politique est fortement critiquée par les autres partis (en particulier le Parti de gauche, les Verts, les Libéraux), qui accusent le Parti travailliste de céder aux exigences du parti populiste de droite Ny Demokrati (ND), qui connaît une brève période de succès. Pour sa défense, le SAP déclare qu'il réduit ainsi les chances de succès du ND, même si c'est au prix d'une légitimation du programme du ND. Quant aux Démocrates de Suède, créés plus tard, le SAP y réagit longtemps en maintenant des positions fermes et en appliquant la stratégie du cordon sanitaire. La chef du SAP, Mona Sahlin, affirme ainsi lors d'un débat télévisé en 2007 que le développement d'un État providence fort a toujours dépendu de l'afflux de nouvelles personnes en Suède (Hellström et al. 2012 : 196).

L'immigration n'est pas au cœur de la campagne électorale de 2006 (Green-Pedersen et Krogstrup 2008 : 626), et les partis établis essaient également d'éviter le sujet lors de la campagne électorale de 2010, car ils craignent qu'un tel débat puisse avoir un effet positif sur le SD (Engström 2010a : 9). Au lieu de cela, l'accent est mis sur les questions économiques et sociales, tout en abordant les politiques environnementales, énergétiques et éducatives (ibid. : 4-8). Avant le scrutin, les candidats des deux principaux partis, Fredrik Reinfeldt (les Modérés) et Mona Sahlin, excluent toute coopération avec le SD au cas où il ferait son entrée au parlement et qu'aucune des alliances n'obtiendrait de majorité (ibid. : 12 ; Deloy 2010 : 7). Les médias soutiennent également la stratégie d'isolation vis-à-vis du SD. La chaîne de télévision publique TV4 refuse de diffuser le spot de campagne controversé du SD « Retraites ou immigration » (Klein 2013 : 123). Le jour de l'élection, le journal suédois au plus gros tirage, Aftonbladet, appelle à ne pas voter SD et titre « Nous aimons la différence » en une du journal (Widfeldt 2015 : 189). Cependant, ni la stratégie de démarcation et d'évitement des partis établis, ni le cordon sanitaire politique et médiatique ne parviennent à empêcher le SD d'entrer au parlement (Engström 2010b : 3). Bien qu'aucune alliance n'obtienne de majorité, le SAP et les Modérés continuent de refuser toute coopération avec le SD. Reinfeldt rappelle qu'il

Le parti social-démocrate suédois (SAP) durcit le droit d'asile dès les années 1990.

avait déjà clairement indiqué que son parti ne coopérerait pas avec le SD et refuserait de dépendre du SD (Downs 2012 : 49 f.). Sahlin fait des déclarations similaires et appelle à la fin des petites querelles entre les partis établis afin de réduire l'influence du SD, car il s'agit du seul moyen d'affaiblir le parti xénophobe et anti-establishment. Malgré une ou deux tentatives de rapprochement sur les questions d'immigration et d'intégration, le SD n'est pas autorisé à devenir un soutien stratégique, qui pourrait influencer sur les négociations et l'inauguration du nouveau gouvernement de centre-droit sous Frederik Reinfeldt (ibid. : 50). Bien qu'il ne puisse compter sur une majorité, les autres partis n'empêchent pas son élection afin d'empêcher le SD d'influer sur la formation du gouvernement (Widfeldt 2015 : 191).

Après l'entrée au Parlement du SD, certains députés demandent une modification des règles parlementaires sur la composition des commissions et la création d'une file d'attente séparée pour le SD à la cafétéria du Parlement (Downs 2012 : 50). Bien que ces propositions soient considérées comme discriminatoires envers un parti dûment élu et donc rejetées, les partis établis évitent par la suite le SD. Leur chef de parti ne figure pas sur la liste des invités au banquet annuel du prix Nobel à Stockholm, rompant ainsi la tradition d'inviter des représentants de tous les partis du parlement.

Deux ans après les élections, les partis établis continuent à refuser de coopérer avec le SD (Klein 2013 : 123). Le traitement médiatique du SD est largement péjoratif (Hellström et al. 2012 : 204). Cependant, les Démocrates de Suède exercent une influence politique indirecte en bloquant toutes les propositions sur lesquelles le gouvernement ne parvient pas à obtenir le soutien du SAP ou des Verts, par exemple la réduction de l'impôt sur le revenu (Widfeldt 2015 : 191).

Au niveau local, cependant, on déroge en partie à la stratégie officielle du cordon sanitaire (Downs 2012 : 50). Suite aux bons résultats obtenus par le SD dans certaines municipalités et districts (comme à Bjuvs avec 19,6%), les partis établis sont obligés de l'impliquer sur des questions de fond, faute de majorité. Cela mène alors à une coopération législative (ibid., Pehle 2010 : 295). Même au niveau national, on appelle à accepter le SD comme un opposant politique « normal » (Klein 2013 : 124). Cependant, l'objectif n'est pas de reconnaître le SD comme un acteur politique désagréable mais légitime. Il s'agit avant tout de contrecarrer la stratégie du SD qui se pose en « paria », « martyr » et « vrais démocrate », qui fonctionne plutôt bien.

Lors de la campagne électorale de 2014, le fort taux de chômage, notamment chez les jeunes est un thème central, mais les réductions d'impôts et les privatisations dans le secteur de l'éducation et de la santé opérées par le gouvernement de centre-droit font également l'objet de critiques (Röver 2014 : 2). Les questions socio-économiques éclipsent une fois de plus l'immigration. Les conservateurs – comme tous les autres partis établis – continuent de refuser de coopérer avec le SD (Jochem 2015 : 495). Dans la dernière phase de la campagne électorale, le Premier ministre Fredrik Reinfeldt appelle les Suédois à « ouvrir leur cœur aux immigrés et aux réfugiés ». Il déclare donc publiquement son soutien à la politique suédoise libérale vis-à-vis des réfugiés (ibid., Röver 2014 : 2). Néanmoins, le SD, qui a plus que doublé son score aux élections, occupe à nouveau une position clé entre les deux camps, car ni l'un, ni l'autre ne peut réunir de majorité (Jungar 2015 : 197). Un gouvernement minoritaire rouge-vert est formé, mais il s'effondre presque lors du vote du budget. « L'Accord de décembre » permet de justesse d'éviter de nouvelles élections (ibid.). Dans ce texte, le parti au pouvoir et les partis de l'alliance conservatrice et libérale conviennent d'accorder le pouvoir exécutif au bloc ayant obtenu le plus de voix et de ne pas bloquer son budget. Cette nouvelle procédure

parlementaire permet aux partis établis de conserver le cordon sanitaire contre le SD tout en menant à bien leurs obligations d'élaboration de politiques lors de la négociation d'alliances (ibid. : 198). L'accord est valable jusqu'en 2022, c'est-à-dire pour deux périodes législatives supplémentaires, afin qu'il puisse également profiter aux partis de droite et de centre-droit lors des élections parlementaires à venir (Röver 2015 : 2). Cet accord est critiqué non seulement par le SD, mais aussi par des dirigeants politiques conservateurs qui y voient une « défaite démocratique et parlementaire » (ibid. : 3). Selon eux, cette promesse de laisser le poste de Premier ministre et de faire passer le budget du camp le plus fort équivaut à un transfert de pouvoir du parlement vers le gouvernement et à un affaiblissement de l'opposition.

Enfin, depuis les élections législatives de 2014, certains députés des partis de droite et de centre-droit et leurs électeurs sont plus ouverts à une éventuelle coalition avec le SD (Jungar 2015 : 189). En outre, un paquet de mesures durcissant le droit d'asile est annoncé fin 2015. Il prévoit notamment de ne plus délivrer que des permis de séjour temporaires et de limiter le regroupement familial (Parusel 2015 : 1). L'intention est de rendre la Suède moins attrayante en tant que pays d'accueil et de réduire autant que possible l'afflux de nouveaux demandeurs d'asile. En même temps, ces mesures, qui sont entrées en vigueur en 2016, peuvent être vues comme un vague rapprochement des partis établis vers le SD afin de lui retirer son potentiel de protestation. Toutefois, des propositions similaires ont pu être observées par le passé chez les Modérés sans que cela ne se développe en une véritable stratégie d'intégration (Saveljeff 2011 : 39, 41 f.).

En Suède aussi, le droit d'asile est durci.

Existe-t-il une recette brevetée contre le populisme de droite?



Le populisme a des causes qui ne peuvent pas être éliminées en appuyant sur un bouton.

En bref, la réponse est non. Il n'existe pas de « remède miracle » contre le populisme de droite et le national-populisme permettant de le faire disparaître rapidement. Tous ceux qui croient qu'il suffit de promettre un changement politique (« Nous avons compris »), ou de mettre l'accent sur les valeurs (« Nous devons devenir plus conservateurs »), ou encore de reprendre à son compte les revendications populistes pour se débarrasser rapidement des populistes, comme s'il suffisait d'appuyer sur un bouton, se font de faux espoirs. Le populisme a des causes qui ne peuvent pas être éliminées en appuyant sur un bouton.

Pour s'opposer au populisme et aux populistes, il faut d'abord considérer le populisme comme un problème. Cette condition est remplie dans les pays considérés dans cette étude. Tous souffrent ou bien ont souffert des populistes de droite et des nationaux-populistes, soit parce que les populistes leur ont pris des électeurs, soit parce qu'ils estimaient – et estiment toujours – que la forme et le fond de la propagande populiste nuit au pays. Les stratégies de réaction à l'égard des opposants populistes de droite et des nationaux-populistes varient d'un pays à l'autre et d'un parti à l'autre. On voit également des changements de stratégie au sein des partis lorsque les approches précédentes n'ont pas donné les résultats escomptés (Grabow et Hartleb 2013a : 400 ff., Heinze 2017 : 7 ff.).

Toutes les stratégies de réaction mentionnées sont encore utilisées aujourd'hui par les partis non populistes (cf. tableau 3). Face aux premiers succès des partis populistes de droite et nationaux-populistes, les partis établis réagissent avant tout par le rejet, l'ignorance ou l'exclusion. Aujourd'hui, ils optent le plus souvent pour le rapprochement ou la reprise de positions des populistes. Ils ont ainsi légitimé a posteriori les positions des populistes de droite et nationaux-populistes et les ont encouragés à progressivement durcir leurs positions (Heinze 2017 : 17 f.). Au final, cette « course » à celui qui durcira le plus les politiques d'asile, d'immigration, de déportation et de contrôle des frontières a uniquement profité aux populistes et non aux partis qui ont essayé de les copier dans ces domaines.

Si l'on considère qu'une stratégie de réponse réussie est une stratégie qui contribue à la disparition des partis populistes de droite et/ou nationaux-populistes tout en renforçant le centre, on ne peut citer en exemple que la Grande Bretagne. Le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni, UKIP, n'est plus représenté au Parlement tandis que le Parti travailliste a gagné des voix lors des dernières élections. Pourtant, la Grande-Bretagne est loin d'être un modèle pour ce qui est de faire face au populisme. Si UKIP a disparu de la Chambre des communes britannique, ce n'est pas parce que les travaillistes et les conservateurs ont réagi de manière particulièrement habile, mais parce que UKIP a rempli sa mission avec le référendum sur le Brexit et a ensuite mis fin à ses activités de son propre chef. De nombreux conservateurs s'étaient auparavant joints aux appels de UKIP pour quitter l'Union Européenne. Bien que le succès du Brexit et la reprise des positions par les conservateurs aient rendu le parti superflu, étant donné les nombreuses incertitudes auxquelles le pays fait face depuis le référendum sur le Brexit, ce rapprochement des conservateurs avec les revendications populistes ne semble pas être une bonne stratégie.

Tableau 3

Stratégies de réaction dans la pratique*

Pays	Gauche et centre-gauche	Droite et centre-droit	NPD** freiné ?
A	SPÖ : entre autres, démarcation, puis formation d'une coalition, puis démarcation à nouveau, depuis 2017 nouveau rapprochement et volonté de former une coalition ; Alexander Van der Bellen : maintien ferme des positions	rapprochement, accueil à bras ouverts/participation au gouvernement, mais également : maintien ferme des positions	oui, mais à un niveau élevé
CH	démarcation et intégration***	démarcation et intégration***	non
D	démarcation, stigmatisation, en partie sanctions	ignorer et espérer, bonne politique, reprise partielle des positions	non
DK	rapprochement, reprise des positions	rapprochement, reprise des positions, tolérance	non
F	LREM : pendant la campagne électorale, maintien ferme des positions et attaque, depuis lors, durcissement de la politique des réfugiés et de l'asile	UMP : reprise des positions, LR : en partie rapprochement du FN, en partie ignorer	oui
FI	rapprochement, reprise des positions	reprise des positions, formation d'une coalition	non
IT	pas d'opinion	reprise des positions, formation d'alliances	non
GB	démarcation hésitante	rapprochement/reprise des positions	oui, mais au prix d'une forte incertitude politique
NL	PvdA : rapprochement hésitant D66 : démarcation et maintien ferme des positions	VVD : rapprochement partiel, bonne politique et maintien ferme des positions CDA : rapprochement	oui
NO	d'abord isolation, puis rapprochement/reprise des positions	rapprochement/reprise des positions, participation au gouvernement	non
S	démarcation, stigmatisation, puis reprise partielle des positions	démarcation et maintien ferme des positions, puis rapprochement	non

* Positions lors de la dernière campagne électorale.

** NPD : partis de droite et nationaux-populistes. On se fonde sur les résultats des dernières élections législatives et présidentielles dans le pays concerné et sur les stratégies des autres partis. Les NPD sont considérés comme freinés s'ils se sont vu refuser l'accès aux plus hautes instances étatiques et gouvernementales, si leurs résultats électoraux ont été inférieurs aux prévisions, ou s'ils ont raté leur (ré)entrée au parlement.

*** En Suisse, selon la formule traditionnelle dénommée « formule magique », les grands partis sont représentés au gouvernement fédéral, le Conseil fédéral, par un ou deux représentants en fonction de leurs scores électoraux. En tant qu'autorité collégiale, le Conseil fédéral est composé de sept membres égaux, les Conseillers fédéraux. Il n'existe donc pas de distinction entre partenaires juniors et seniors. En raison de l'amélioration de ses résultats aux élections, l'UDC a obtenu un deuxième siège au Conseil fédéral en 2003 aux dépens du Parti démocrate-chrétien.

Source : Composition propre.

De même, le recul du Vlaams Belang ou des Grecs indépendants (ANEL, cf. tableau 1) peut difficilement s'expliquer par les réactions habiles des partis traditionnels. Alors que l'une des deux principales revendications du Vlaams Belang, celle de former un État flamand en dehors de l'UE, a été reprise par un autre parti qui a renoncé à la terminologie raciste typique du VB et aux diatribes contre l'Union Européenne (Pauwels 2013 : 85.ff.), la mauvaise performance des Grecs indépendants est davantage liée à l'impatience des électeurs grecs et à leurs propres manquements.

Seuls l'Autriche, la France et les Pays-Bas ont réussi à remporter des victoires contre les populistes de droite et les nationaux-populistes sans causer de dommage majeur au pays et à ses voisins. En Autriche, le succès a consisté, d'une part, à empêcher le candidat du FPÖ de devenir Président fédéral dans un effort conjoint des autres partis et de leurs électeurs et, d'autre part, à écarter le FPÖ de la première place lors des élections du Conseil national, qui la croyait gagnée d'avance. Cependant, le fait que le FPÖ ait autant progressé montre l'énorme force des populistes de droite et nationaux-populistes autrichiens. Les autres partis sont certes parvenus à les freiner en maintenant fermement leurs positions ou en maintenant fermement leurs positions et en présentant une image positive, mais le FPÖ joue aujourd'hui un rôle décisif dans l'élaboration de la politique en Autriche en tant que partenaire junior dans une coalition avec le Parti populaire. Contrairement à la première coalition noire-bleue de 2000 à 2002, plus personne ne voit aujourd'hui cette constellation comme un moyen de démystifier le FPÖ en lui permettant de participer au gouvernement. Le FPÖ s'est beaucoup professionnalisé et est considéré comme un parti « normal » dans une coalition considérée – et voulue – « normale » par la majorité.

Emmanuel Macron aussi s'est dressé contre Marine Le Pen en maintenant fermement ses positions. Son attitude était et est toujours libérale, ouverte sur l'Europe et le monde. Il a également attaqué Le Pen et révélé chez elle des lacunes de fond. Bien sûr, un duel lors d'un deuxième tour de scrutin et une élection parlementaire sont deux situations différentes. Dans un duel, les électeurs ont le choix entre deux options ou, comme dans le cas présent, entre deux visions du monde et deux styles politiques. Cependant, Mark Rutte et son futur partenaire de coalition, les Démocrates 66, ont prouvé lors de la campagne électorale néerlandaise de 2017 que maintenir fermement ses positions peut également être une bonne stratégie contre le populisme lors d'élections législatives. Rutte a résisté à la tentation de gagner la faveur des électeurs potentiels de Wilders en adoptant davantage de positions critiques vis-à-vis de l'Union Européenne. En outre, la majorité des Néerlandais étaient assez satisfaits de la politique du gouvernement précédemment dirigé par Mark Rutte (Commission UE 2016 : T 41), de sorte que le public n'avait aucune raison de voter pour un autre candidat.

Ceux qui ont vaincu les populistes ne les ont pas esquivés. Ils n'ont pas hésité à débattre ouvertement avec les populistes, ils ont défendu leurs positions de manière offensive et ne les ont pas modifiées, même sous la pression.

Dans les trois pays où un parti populiste de droite fort a été ralenti, les vainqueurs ont maintenu fermement leurs positions. Le fait que ces positions diffèrent semble être secondaire. Mark Rutte et Sebastian Kurz en particulier sont sans doute plus restrictifs qu'Alexander Van der Bellen et Emmanuel Macron en matière d'immigration et de renforcement de l'intégration européenne, mais aucun de ces quatre n'a esquivé les populistes de droite. Ils n'ont pas hésité à débattre ouvertement avec les populistes, ils ont défendu leurs positions de manière offensive et ne les ont pas modifiées, même sous la pression.

Cependant, l'exemple de la Suède montre que le maintien ferme des positions à lui seul ne suffit pas à empêcher la montée des populistes de droite. En 2014, le Premier ministre sortant, Frederik Reinfeldt, a mené une campagne contre les Démocrates de Suède en mettant l'accent sur les valeurs d'une politique libérale

en matière de réfugiés. Cependant, comme les questions de politique sociale et économique dominaient la campagne électorale et que le gouvernement s'est montré moins convainquant, Reinfeldt et son parti sont démis de leurs fonctions tandis que les Démocrates de Suède obtiennent leur meilleur résultat à ce jour, en partie parce qu'ils se sont adressés à des électeurs déçus (Heinze 2017 : 13).

Ainsi, un maintien ferme de ses propres valeurs et positions ainsi qu'un débat ouvert contre les populistes ne sont utiles que s'ils sont liés à de bons résultats politiques ou à l'espoir d'une meilleure politique. Emmanuel Macron, Alexander Van der Bellen, Mark Rutte et Sebastian Kurz y sont parvenus.

Une bonne politique et un niveau élevé de prospérité générale, en revanche, n'aident pas en soi contre le populisme, pas plus que les autres stratégies. Il n'est pas surprenant que courir après les revendications populistes concernant une politique d'asile ou d'expulsion plus sévère n'aide guère les partis de centre-gauche et centre-droit à reconquérir les électeurs qu'ils ont perdus au profit des nationaux-populistes de droite, en raison d'un problème de crédibilité et du phénomène bien connu de l'original et de la copie. Les partis qui le font courent le risque de perdre plus d'électeurs au centre qu'ils ne gagnent d'électeurs sur leurs extrêmes. Il peut au premier abord paraître étonnant que les électeurs se détournent des partis non populistes et votent pour les populistes bien que le pays et la majorité de la population se portent bien et prospèrent sous un gouvernement dirigé par la gauche ou la droite, mais cela confirme trois choses : premièrement, les électeurs récompensent rarement les succès atteints, ils s'y attendent. Deuxièmement, les électeurs se tournent vers l'avenir plutôt que vers le passé. L'avenir est fondamentalement marqué par l'incertitude, mais celle-ci prend aujourd'hui une dimension nouvelle. Or, les inquiétudes des électeurs quant à l'avenir ne se rapportent pas uniquement aux aspects sociaux ou économiques, mais aussi culturels. La question n'est donc pas seulement de savoir s'ils vont conserver leur statut matériel et social, mais également s'ils se sentent toujours à l'aise et en sécurité dans leur propre pays. C'est exactement là-dessus que jouent les populistes. Et troisièmement, il devient évident que certains électeurs ne sont pas réceptifs à des arguments exacts et rationnels tels que « Nous nous portons bien », « Nous avons réussi beaucoup de choses », « Nous avons rendu le pays plus sûr », « Moins de demandeurs d'asile viennent dans le pays », etc. L'agitation populiste a fait ressortir des inquiétudes latentes et convaincu certains électeurs qu'ils se porteraient mieux sans demandeurs d'asile, que ces derniers vivraient à leurs frais et à ceux des autres autochtones, que la sécurité intérieure, l'ordre public et, surtout, leur propre mode de vie est en péril.

Il est difficile de changer cette vision du monde en n'employant que des arguments rationnels. Ceux-ci ont vite un effet moralisateur, technocrate et intransigeant. Cela ne signifie pas qu'on ne peut battre le populisme que par le populisme. Mais se battre publiquement pour sa position, s'adresser aux émotions et exprimer les siennes peut certainement – en conjonction avec une bonne politique, un maintien ferme des positions, de l'optimisme et un parti qui présente un front uni – être un moyen de ralentir les populistes. Esquiver les populistes en avançant l'argument qu'on ne veut pas leur donner de l'importance en les affrontant est une approche peu prometteuse. Tout comme l'espoir qu'ils s'autodétruisent, l'exclusion, la stigmatisation, la sanction ou la reprise de revendications populistes qui vont à l'encontre de ses propres positions.

Un niveau élevé de prospérité n'immunise pas contre le populisme.

Il est difficile de contrer le populisme avec des arguments rationnels.

Conclusion



Le populisme et les partis populistes font désormais partie intégrante du paysage politique. Les partis et responsables politiques populistes de droite et nationaux-populistes en particulier sont considérés comme dangereux pour la démocratie (Müller 2016). Mais – à part en Allemagne – ils sont également considérés comme solidement établis et vus comme des membres inévitables voire « normaux » des systèmes de partis (Bauer 2010b, Balent 2013 : 179). Le populisme n'arrive pas sans raison. Il a besoin d'un public, d'émetteurs, de sujets et de canaux de communication ; en d'autres termes : d'offre, de demande, et d'opportunités (Mudde 2007 : 201 ff.). En règle générale, l'offre crée sa propre demande en se saisissant des préoccupations latentes et justifiées de la population, en les exagérant, les dramatisant, les polarisant, les personnalisant et les transformant en problèmes dont ils ont besoin pour exister sans présenter pour autant de solutions appropriées. Les populistes trouvent également des opportunités dans les médias qui véhiculent leurs points de vue. Contrairement à la plupart des pays voisins, les médias classiques de la presse écrite et de la radio en Allemagne ont longtemps servi de rempart contre le populisme de droite (Grabow et Hartleb 2013b : 35). Ce n'est plus le cas depuis longtemps. Aujourd'hui, les médias abordent l'AfD sur un ton neutre et vont ainsi beaucoup plus loin que certains partis au Bundestag.

Les réseaux sociaux sont une chambre de résonance pour les populistes.

Dès le début, il a été difficile de faire face à l'ampleur du pouvoir mobilisateur et à la portée des réseaux sociaux. Les populistes les utilisent dans le monde entier avec brio et sans la moindre retenue éditoriale ou éthique. Ils y génèrent et intensifient des émotions, alimentent les préjugés, insultent leurs opposants politiques, partagent des théories du complot, créent des scénarios catastrophes et des récits de dangers menaçants. Les arguments rationnels seuls sont peu utiles une fois que s'est formé un monde populiste relativement fermé sur lui-même, dans lequel on ne voit que ce que l'on doit voir. Si ce monde n'était pas régulièrement le théâtre d'agitation raciste, on pourrait encore le considérer comme une part inévitable d'une ère de plus en plus individualisée et technologique. Mais ce n'est pas le cas. Dans ce monde, les exagérations, les fausses déclarations et les émotions l'emportent toujours sur les faits et influencent la politique.

Il est évident que dans ces circonstances, il n'existe aucun moyen facile ou rapide de lutter contre le populisme et la propagande populiste. On réclame toujours plus d'éducation politique. Ce qui n'est certainement pas une mauvaise chose, surtout venant d'une fondation politique. Cependant, une telle approche ne peut immuniser contre la propagande populiste qu'à très long terme. En même temps, une telle approche présuppose un degré élevé de confiance et de satisfaction à l'égard du travail des autres partis et des institutions de l'État de droit et exige un comportement impeccable de la part de tous les représentants de « l'establishment » honni par les populistes. L'éducation politique est donc une mesure d'accompagnement et non la solution unique.

Dans cette étude, nous avons posé des questions sur les réactions des partis de centre-gauche et centre-droit en Europe face aux populistes de droite et aux nationaux-populistes. Pendant longtemps, le traitement des populistes a été caractérisé par la stigmatisation, l'ignorance, la démarcation et l'exclusion, mais aussi par les incertitudes, l'hésitation, le rapprochement et la reprise de positions populistes ainsi que la formation de coalitions. Aucune de ces stratégies n'a nui durablement aux populistes. La stigmatisation et l'exclusion ont conduit les populistes à se présenter à leurs groupes cibles comme des candidats exclus et marginaux. Cela a renforcé le sentiment que le « cartel des partis établis » bloque l'ascension légitime de l'avocat des intérêts des petites gens. L'adaptation ou l'adoption plus ou moins tacite de sujets populistes n'a pas convaincu par le passé et n'est toujours pas une solution.

Une telle réaction donne rétrospectivement raison aux populistes tout en exposant les partis de centre-gauche et centre-droit au risque de miner leur crédibilité. Il s'agit souvent uniquement d'une manœuvre stratégique rapidement démasquée. Et enfin, un parti non populiste qui brigue la gouvernance d'un pays se fait passer pour plus faible qu'il ne l'est vraiment en courant après les revendications populistes.

Inclure les populistes dans des coalitions dans l'espoir qu'ils échouent aux yeux du public sous le poids des contraintes de la réalité du travail politique n'est pas non plus un moyen sûr de les repousser. Bien qu'il existe des exemples de tels effondrements suite à une participation au gouvernement, comme en 2002 en Autriche ou en 2017 en Finlande, rien ne garantit que la stratégie des bras ouverts au parti populiste se solde par une « étreinte mortelle ». De plus, il s'agit d'un remède plutôt amer pour un pays ou l'Union européenne. Le Parti du progrès en Norvège n'a quant à lui pas souffert de sa participation au gouvernement et le FPÖ, lui aussi, s'est depuis longtemps remis de sa crise passée.

Les expériences faites en Autriche fin 2016, aux Pays-Bas puis en France au printemps 2017 par les partis de centre-gauche et centre-droit dans leur réaction face aux nationaux-populistes et aux populistes de droite permettent d'esquisser une approche qui pourrait permettre de les vaincre : d'une part, les forces démocratiques doivent maintenir fermement leurs propres valeurs et positions, même si elles sont inconfortables ou complexes, dans un monde marqué par l'interdépendance internationale, les crises et la confusion, et d'autre part, elles doivent proposer une politique qui convainc la majorité des citoyens que le pays se portera mieux s'il n'est pas confié aux populistes. Le maintien ferme des positions comprend également le cosmopolitisme et l'optimisme, car cela contraste avec l'avenir sombre et les scénarios de menace évoqués par les populistes de droite et les nationaux-populistes.

A lui seul, le maintien ferme des positions ne suffit pas à freiner les populistes. Mais à chaque fois que les populistes ont été vaincus, les vainqueurs ont maintenu fermement leurs positions.

Il ne faut jamais laisser les partis populistes voire extrémistes être la personne qui est à l'écoute des inquiétudes de la population.

A lui seul, le maintien ferme des positions ne suffit pas à freiner durablement les populistes. Mais à chaque fois que les populistes ont été vaincus ou freinés, les vainqueurs ont maintenu fermement leurs positions, se sont complètement opposés aux populistes, ont promu leurs positions et ont révélé les faiblesses des populistes¹. Il ne faut pas non plus faire de publicité aux populistes en leur accordant plus d'attention que nécessaire, mais une discussion bien dosée et ciblée s'est avérée efficace. Bien sûr, il est toujours souhaitable que les partis de centre-gauche et centre-droit restent en contact avec les citoyens, leurs attentes et leurs préoccupations. Cette approche nécessite certainement beaucoup de moyens humains et de temps, et la plupart des « partis établis » atteignent les limites de leurs capacités. Mais cet appel est également un peu facile, car la plupart des partis traditionnels sont présents et à l'écoute au niveau local, et ne peuvent pas être rendus seuls responsables de la fracture entre les citoyens et « la » politique. Souvent, on demande des comptes à des responsables politiques locaux, très engagés, pour des décisions qui ont été prises à des niveaux complètement différents, mais qui entraînent le mécontentement au niveau de la base. Toutefois, en principe, il est toujours conseillé que les partis démocratiques se soucient des intérêts de la population. Il ne faut jamais laisser les partis populistes voire extrémistes être la personne qui est à l'écoute des inquiétudes de la population.

Être proche des citoyens peut donc aider à freiner le populisme de droite et le national-populisme. Parmi les partis qui se sont récemment imposés contre les populistes, seul le Parti populaire autrichien ÖVP est considéré comme un parti ayant de bonnes racines locales et étant donc proche des citoyens. Le VVD de Mark Rutte est un parti plutôt libéral et le mouvement d'Emmanuel Macron est encore

trop jeune pour être considéré comme implanté au niveau local. Il vit plutôt de l'espoir des Français qui émane du président et de son mouvement.

Ce qui est également frappant, c'est qu'aucun des candidats qui ont vaincu les populistes n'a promis dans sa campagne de répondre aux demandes présumées des autochtones, des « petites gens » que seraient l'augmentation des dépenses sociales ou le lancement de programmes du même genre. Outre d'éventuels problèmes de définition de ce qui doit être considéré comme « autochtone » dans une société socialement et culturellement hétérogène, ni Emmanuel Macron, ni Sebastian Kurz, ni Mark Rutte n'ont tenté de faire preuve de proximité avec le citoyen ou de créer une image de bienfaiteur en augmentant les prestations sociales pendant ou après la campagne électorale. Le précédent gouvernement néerlandais de Mark Rutte était plutôt caractérisé par une discipline budgétaire stricte aux dépens des prestations sociales de l'État-providence, ce qui n'a pas nui à Rutte (n-tv 2017). Emmanuel Macron a visité quelques banlieues, mais n'a pas décidé pour autant d'augmenter les dépenses en leur faveur (FAZ 2017), et l'augmentation des dépenses sociales n'a joué aucun rôle dans la campagne de Sebastian Kurz (Handelsblatt 2017). Cela reflète également le maintien ferme des positions avec lequel il est possible de vaincre les populistes.

¹ Le représentant de la CDU Philipp Amthor a montré comment s'opposer aux populistes avec des arguments et en maintenant fermement ses positions lors d'un débat sur le droit de manifester au Bundestag allemand le 20 février 2018 (cf. <https://www.youtube.com/watch?v=KR1qmWyGA2Y>, consulté le 20.03.2018).

Sources

- Aardal, Bernt et Johannes Bergh (2018). « The 2017 Norwegian election », dans : *West European Politics. Publication en ligne*. DOI : 10.1080/01402382.2017.1415778.
- Alaja, Antti (2011). « In Finland we Experienced this Thing Called 'Jytty' », dans : *Social Europe*, 29 avril 2011. www.socialeurope.eu/2011/04/in-finland-we-experienced-this-thing-called-jytty/ (consulté le 05.04.2018).
- Allern, Elin Haugsgjerd (2010). « Survival of a Majority Coalition: The Norwegian Parliamentary Election of 14 September 2009 », dans : *West European Politics*, numéro 33, tome 4, pp. 904-912.
- Amann, Melanie (2017). « Angst für Deutschland. Die Wahrheit über die AfD: wo sie herkommt, wer sie führt, wohin sie steuert. » Munich : Droemer.
- Arndt, Christoph (2016). « Die Wahlen zum dänischen Folketing vom 18. Juni 2015: knapper bürgerlicher Sieg bei erdrutschartigen Wählerwanderungen », dans : *Zeitschrift für Parlamentsfragen* numéro 47, tome 4, pp. 771-782.
- Arter, David (2011). « Taking the Gilt off the Conservatives' Gingerbread: The April 2011 Finnish General Election », dans : *West European Politics*, numéro 34 tome 6, pp. 1284-1295.
- Bale, Tim (2003). « Cinderella and Her Ugly Sisters: The Mainstream and Extreme Right in Europe's Bipolarising Party Systems », dans : *West European Politics*, numéro 26, tome 3, pp. 67-90.
- Bale, Tim, Christoffer Green-Pedersen, André Krouwel, Kurt Richard Luther et Nick Sitter (2010). « If You Can't Beat Them, Join Them? Explaining Social Democratic Responses to the Challenge from the Populist Radical Right in Western Europe », dans : *Political Studies*, numéro 58, tome 3, pp. 410-426.
- Balent, Magali (2013). « The French National Front from Jean-Marie to Marine Le Pen: Between Change and Continuity », dans : Karsten Grabow et Florian Hartleb : *Exposing the Demagogues. Right-wing and National Populism in Europe*. Bruxelles : Centre for European Studies, pp. 161-186.
- Balent, Magali (2015). « Frankreich », dans : Karsten Grabow, Nico Lange : *Spiel über Bande. Wie populistische EU-Gegner nationale Politik beeinflussen*. Berlin : Fondation Konrad Adenauer, pp. 10-14.
- Bauer, Werner T. (2010a). « Rechtsextreme und rechtspopulistische Parteien in Europa. » Vienne : Österreichische Gesellschaft für Politikberatung und Politikentwicklung.
- Bauer, Werner T. (2010b). « Rechtspopulismus in Europa. Vergängliches Phänomen oder auf dem Weg zum politischen Mainstream? » Berlin : Fondation Friedrich Ebert.

- Beckmann-Dierkes, Norbert (2013). « Regierungsbildung in Norwegen. » *Rapport national*. Riga : Fondation Konrad Adenauer.
- Beckmann-Dierkes, Norbert et Johann C. Fuhrmann (2011). « Einwanderungsland Norwegen - Demografische Trends und politische Konzepte », dans : *KAS Auslandsinformationen* 2/2011, pp. 39–51.
- Beckmann-Dierkes, Norbert, Martin Becker et Clara Specht (2013). « Regierungswechsel in Norwegen. » *Rapport national*. Riga : Fondation Konrad Adenauer.
- Betz, Hans-Georg (2001). « Exclusionary Populism in Austria, Italy and Switzerland », dans : *International Journal*, numéro 53, tome 3, pp. 393–420.
- Betz, Hans-Georg (2002). « Rechtspopulismus in Westeuropa. Aktuelle Entwicklungen und politische Bedeutung », dans : *Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft*, numéro 31, tome 3, pp. 251–264.
- Bjørklund, Tor (2011). « Die radikale Rechte in Norwegen: Die Entwicklung der Fortschrittspartei », dans : Nora Langenbacher et Britta Schellenberg : *Europa auf dem «rechten» Weg? Rechtsextremismus und Rechtspopulismus in Europa*, Berlin : Fondation Friedrich Ebert, pp. 299–321.
- Bjørklund, Tor et Jørgen Goul Andersen (1999). « Anti-Immigration Parties in Denmark and Norway: The Progress Parties and the Danish People's Party. » Aalborg : Aalborg Universitetsforlag.
- Decker, Frank (2004). « Der neue Rechtspopulismus. » Opladen : Leske et Budrich.
- Deloy, Corinne (2010). « General Elections in Sweden 19th September 2010 (European Elections Monitor). » Paris : Fondation Robert Schuman.
- DFI/Institut franco-allemand (2017). « Vergleich der Positionen der Kandidaten Marine Le Pen, François Fillon, Emmanuel Macron, Benoît Hamon, Jean Luc Mélenchon. » <https://www.dfi.de/pdf-Dateien/Wahlkampf-Frankreich-2017/5er-Vergleich-aktualisiert.pdf> (consulté le 28.02.2018).
- DLF/Deutschlandfunk (2018). « Frankreich unter Emmanuel Macron – Hoffnungsträger und Alleinherrscher ». <http://www.ardmediathek.de/radio/Hintergrund/Frankreich-unter-Emmanuel-Macron-Hoffn/Deutschlandfunk/Audio-Podcast?bcasId=21554182&documentId=49049854> (consulté le 28.02.2018).
- Die Welt (2016). « Höcke verhöhnt und beleidigt Kanzlerin Merkel ». <https://www.welt.de/politik/deutschland/article150988335/Hoecke-verhoehnt-und-beleidigt-Kanzlerin-Merkel.html> (consulté le 21.02.2018).
- Downs, William M. (2002). « How Effective is the Cordon Sanitaire? Lessons from Efforts to Contain the Far Right in Belgium, France, Denmark and Norway », dans : *Journal für Konflikt- und Gewaltforschung*, numéro 4, tome 1, p. 32-51.
- Downs, William M. (2012). « Political Extremism in Democracies. Combating Intolerance » New York : Palgrave Macmillan.

- Engström, Mats (2010a). « Länderanalyse Schweden. Lagerwahlkampf in Zeiten hoher Arbeitslosigkeit. » *Internationale Politikanalyse*. Stockholm : Fondation Friedrich Ebert.
- Engström, Mats (2010b). « Sweden after the Election. Perspektive Nordische Länder. » Stockholm : Fondation Friedrich Ebert.
- Etzold, Tobias (2013). « Rechtspopulisten übernehmen Regierungsverantwortung in Norwegen », dans : « SWP Kurz gesagt » du 12.09.2013. <http://www.swp-berlin.org/de/publikationen/kurz-gesagt/rechtspopulisten-uebernehmen-regierungsverantwortung-in-norwegen.html> (consulté le 05.04.2018).
- Commission européenne (2016). « Standard Eurobarometer 85. Die öffentliche Meinung in der Europäischen Union. »
- FAZ (2017). « Der Staat kann nicht alles ». <http://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/sozialpolitik-in-frankreich-die-plaene-fuer-die-banlieues-15292538.html#void> (consulté le 20.03.2018).
- FAZ (2018). « Parlamentswahl in Italien ». <http://www.faz.net/aktuell/politik/zahlen-daten-fakten-parlamentswahl-in-italien-15475177.html> (consulté le 05.03.2018).
- Focus online (2017). « Bisher nicht bekannt: Merkel und Rutte versprechen Türkei Flüchtlingskontingent ». https://www.focus.de/politik/ausland/bis-zu-250-000-personen-bisher-nicht-bekannt-merkel-und-rutte-versprechen-tuerkei-fluechtlingskontingent_id_6772795.html (consulté le 07.05.2018).
- Galetti, Nino, Tatjana Saranca et Nele Wissmann (2017). « Nach der Wahl ist vor der Wahl. » Paris : Fondation Konrad Adenauer. <http://www.kas.de/frankreich/de/publications/48811/> (consulté le 15.02.2018).
- Geden, Oliver (2007). « Rechtspopulismus: Funktionslogiken - Gelegenheitsstrukturen - Gegenstrategien (SWP-Studies 17) » Berlin : Stiftung Wissenschaft und Politik.
- Goodwin, Matthew (2011). « Right Respnse. Understanding and Countering Populist Extremism in Europe. » London : Chatham House.
- Goul Andersen, Jørgen (2003). « The general election in Denmark, November 2001 », dans : *Electoral Studies*, numéro 22, tome 1, pp. 153-193.
- Grabow, Karsten (2016). « Das Volk, des Volkes, dem Volk. Merkmale und Trends zum Begriff des Populismus », dans : *Die Politische Meinung*, numéro 61, tome 539, pp. 23-27.
- Grabow, Karsten (2017). « Die neue Volkspartei. Der Umbau der ÖVP unter Sebastian Kurz. » *Parteienmonitor kompakt*. Berlin : Fondation Konrad Adenauer.
- Grabow, Karsten (2018). « Right-Wing and National Populism in Western Europe », dans : Claudia Crawford, Boris Makarenko, Nikolay Petrov (édition) : *Populism as a Common Challenge*. Moscou : *Political encyclopedia*, pp. 58-66.

- Grabow, Karsten et Florian Hartleb (2013a). « Strategic Responses to the Populist's Advance: Options for Christian Democratic and Conservative Parties ».
- Grabow, Karsten et Florian Hartleb (2013b). « Mapping Present-day Right-wing Populists », les deux dans : Grabow, Karsten et Hartleb, Florian : *Exposing the Demagogues. Right-wing and National Populism in Europe*. Bruxelles : Centre for European Studies, pp. 399-409, p. 13-44.
- Grabow, Karsten et Torsten Oppeland (2015). « Ich will die EU zerstören ». *EU-Gegner im 8. Europäischen Parlament. Eine Jahresbilanz*. Berlin : Fondation Konrad Adenauer.
- Green-Pedersen, Christoffer et Jesper Krogstrup (2008). « Immigration as a political issue in Denmark and Sweden », dans : *European Journal of Political Research*, numéro 47, tome 5, pp. 610-634.
- Handelsblatt (2017). « Das sind die Ziele von Sebastian Kurz ». <http://www.handelsblatt.com/politik/international/oesterreich-das-sind-die-ziele-von-sebastian-kurz/20441952-all.html> (consulté le 20.03.2018).
- Harmel, Robert et Lars Svåsand (1997). « The Influence of New Parties on Old Parties' Platforms. The Cases of the Progress Parties and Conservative Parties of Denmark and Norway », dans : *Party Politics* numéro 3, tome 3, pp. 315-340.
- Hartleb, Florian (2006). « Rechts- und Linkspopulismus im westeuropäischen Vergleich – Zur strukturellen und inhaltlichen Bestimmung eines eigenständigen Parteientypus », dans : Uwe Backes und Eckhard Jesse : *Gefährdungen der Freiheit. Extremistische Ideologien im Vergleich*. Göttingen : Vandenhoeck & Ruprecht, pp. 105-145.
- Heinisch, Reinhard (2003). « Success in Opposition - Failure in Government. Explaining the Performance of Right-Wing Populist Parties in Public Office », dans : *West European Politics*, numéro 26, tome 3, pp. 91-130.
- Heinisch, Reinhard (2013). « Austrian Right-wing Populism. A Surprising Comeback under a new leader », dans : Karsten Grabow et Florian Hartleb : *Exposing the Demagogues. Right-wing and National Populism in Europe*. Bruxelles : Centre for European Studies, pp. 47-79.
- Heinze, Anna-Sophie (2017). « Strategies of mainstream parties towards their right-wing populist challengers: Denmark, Norway, Sweden and Finland in comparison », dans : *West European Politics*. Online-Publikation. <http://www.tandfonline.com/eprint/vgm3jU73BiATPxIcUmXX/full> (consulté le 25.04.2018).
- Hellström, Anders et Peter Hervik (2011). « Feeding "the Beast": Nourishing Nativist Appeals in Sweden and Denmark » Aalborg : Aalborg Universitet.
- Hellström, Anders, Tom Nilsson et Pauline Stoltz (2012). « Nationalism vs. Nationalism: The Challenge of the Sweden Democrats in the Swedish Public Debate », dans : *Government and Opposition*, numéro 47, tome 2, pp. 186-205.

- Herrmann, Gunnar (2015). « Triumph der dänischen Rechtspopulistischen », dans : *Süddeutsche Zeitung* vom 03.07.2015, disponible en ligne sur : <http://www.sueddeutsche.de/politik/profil-pia-kjrsgaard-1.2547721> (consulté le 05.04.2018).
- Jakobsen, Kjetil A. (2015). « Aufstand der Bildungsverlierer? Die Fortschrittspartei auf dem norwegischen Sonderweg », dans : Frank Decker, Bernd Henningsen et Kjetil A. Jakobsen (éditeur) : *Rechtspopulismus und Rechtsextremismus in Europa. Die Herausforderung der Zivilgesellschaft durch alte Ideologien und neue Medien*. Baden-Baden : Nomos, pp. 147–164.
- Jochem, Sven (2012). « Die politischen Systeme Skandinaviens », Wiesbaden : Springer VS.
- Jochem, Sven (2015). « Die schwedische Reichstagswahl vom 14. September 2014: Regierungswechsel und Regierungskrise im Minderheitsparlamentarismus », dans : *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, numéro 46, tome 3, pp. 494–504.
- Jochem, Sven (2016). « Die Parlamentswahl 2015 in Finnland – Herausforderungen für die Verhandlungsdemokratie », dans : *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, numéro 47, tome 1, pp. 102–117.
- Jungar, Ann-Cathrine (2015). « Convergence by different means: The Finns Party and the Sweden Democrats », dans : Frank Decker, Bernd Henningsen et Kjetil Jakobsen : *Rechtspopulismus und Rechtsextremismus in Europa: die Herausforderung der Zivilgesellschaft durch alte Ideologien und neue Medien*. Baden-Baden : Nomos, pp. 187–204.
- Jupskås, Anders Ravik (2013). « The Progress Party: A Fairly Integrated Part of the Norwegian Party System? », dans : Karsten Grabow et Florian Hartleb (éditeurs) : *Exposing the Demagogues. Right-wing and National Populist Parties in Europe*, Bruxelles : Centre for European Studies, pp. 205–236.
- Kahlweit, Cathrin (2017). « Kurz und scharf: ÖVP und SPÖ überbieten sich gegenseitig mit populistischen Forderungen gegen weitere Asylsuchende. Da staunt selbst die rechte FPÖ. » <http://www.sueddeutsche.de/politik/wahlkampf-kurz-und-scharf-1.3574504> (consulté le 27.02.2018).
- Kempin, Ronja (2017). « Der Front National. Erfolg und Perspektiven der « stärksten Partei Frankreichs » Berlin : SWP-Studie.
- Kitschelt, Herbert et Anthony McGann (1995). « The Radical Right in Western Europe. A Comparative Analysis. » Ann Arbor: The University of Michigan Press.
- Klein, Andreas M. (2013). « The End of Solidarity? On the Development of Right-wing Populist Parties in Denmark and Sweden », dans : Karsten Grabow et Florian Hartleb (éditeurs) : *Exposing the Demagogues. Right-wing and National Populist Parties in Europe*. Bruxelles : Centre for European Studies, pp. 105–131.
- Koskinen, Jaakko (2013). « Antimuslimischer Rassismus und Flirt mit dem Faschismus. Suomen Sisu und die Wahren Finnen », dans : Tobias Alm et Cordelia Hess (éditeur) : *Rechtspopulismus kann tödlich sein! Entwicklung und Folgen des Rechtsrucks in Skandinavien*. Munster : Édition Assemblée, pp. 95–101.

- *Kurier* (2017). « SPÖ-Chef: ‚Nein zu Rot-Blau hat uns erpressbar gemacht.‘ » <https://kurier.at/politik/inland/kriterienkatalog-spoeeoeffnet-sich-zur-fpoe-aber-koalitionschuerden-fuer-alle/269.781.193> (consulté le 25.02.2018).
- *La Repubblica* (2015). « *Votazione 4* », http://www.repubblica.it/static/speciali/politica/2015/elezioni-presidente-repubblica/risultati-tempo-reale.html?refresh_cens (consulté le 27.04.2018).
- *Maass, Gero* (2013). « *Vor den Wahlen in Norwegen. Die sozialdemokratische AP hat fast alles richtig gemacht und wird vielleicht doch verlieren.* » *Perspektive Nordische Länder*. Stockholm : Fondation Friedrich Ebert.
- *Matlok, Siegfried* (2015). « *Dänemark nach der Wahl: Ein wenig Hamlet.* » *Rapport national*. Riga : Fondation Konrad Adenauer.
- *McLaren, Lauren* (2011). « *Immigration and Trust in Politics in Britain* », dans : *British Journal of Political Science* numéro 42, tome 1, pp. 163-185.
- *MDR* (2017). « *Der neue Ton im Bundestag Thüringens wütendster Abgeordneter stammt von der AfD und ist bald im Parlament* ». <https://www.mdr.de/nachrichten/politik/inland/debattenkultur-im-naechsten-bundestag-100.html> (consulté le 21.02.2018).
- *Meret, Susi* (2011). « *Vom Rand zur Mitte? Die Entwicklung der radikalen Rechten in Dänemark* », dans : *Nora Langenbacher et Britta Schellenberg : Europa auf dem „rechten“ Weg? Rechtsextremismus und Rechtspopulismus in Europa*. Berlin : Fondation Friedrich Ebert, pp. 257-279.
- *Minkenberg, Michael* (2001). « *The Radical Right in Public Office: Agenda-Setting and Policy Effects* », dans : *West European Politics*, numéro 24, tome 4, pp. 1-21.
- *Montag, Tobias* (2017). « *In Bewegung. Der 38. Ordentliche Bundesparteitag der ÖVP.* » Berlin : Fondation Konrad Adenauer.
- *Müller, Jan-Werner* (2016). « *Was heißt: Populismus an der Macht?* », dans : *Osteuropa*, numéro 66, tomes 1-2, pp. 5-17.
- *Mudde, Cas* (2007). « *Populist Radical Right Parties in Europe.* » Cambridge : Cambridge University Press.
- *Nijhuis, Ton* (2017). « *Keine populistische Wende. Eine Bilanz der niederländischen Wahlen 2017* », dans : *Zeitschrift für Politik* (3), pp. 350-363.
- *Nordsieck, Wolfram* (différentes années). « *Parties and Elections in Europe.* » <http://www.parties-and-elections.eu/countries.html> (dernière consultation le 13.04.2018).
- *n-tv* (2017). « *Wilders und Rutte im Duell. Türkei-Eklat beherrscht die TV-Debatte* ». <https://www.n-tv.de/politik/Tuerkei-Eklat-beherrscht-die-TV-Debatte-article19744206.html> (dernière consultation le 21.02.2018).
- *Nurmi, Hannu et Lasse Nurmi* (2012). « *The parliamentary election in Finland, April 2011* », dans : *Electoral Studies* numéro 31, tome 1, pp. 234-238.

- Nurmi, Hannu et Lasse Nurmi (2015). « The parliamentary election in Finland April 19, 2015 », dans : *Electoral Studies* numéro 40, tome 1, pp. 433-438.
- Parusel, Bernd (2015). « Flüchtlingspolitik in Schweden. Vom Klassenbesten zum Rüpel in der letzten Bank? » *Rapport national*. Riga : Fondation Konrad Adenauer.
- Pauwels, Teun (2013). « Belgium: Decline of National Populism? », dans : Karsten Grabow et Florian Hartleb : *Exposing the Demagogues. Right-wing and National Populism in Europe*. Bruxelles : Centre for European Studies, pp. 81-104.
- Pehle, Heinrich (2010). « Nordeuropa: Schweden, Finnland, Dänemark », dans : Jürgen Dieringer et Roland Sturm : *Regional Governance in EU-Staaten*. Opladen/Farmington Hills : Verlag Barbara Budrich, pp. 286-302.
- Pelinka, Anton (2005). « Die FPÖ: Eine rechtspopulistische Regierungspartei zwischen Adaption und Opposition », dans : Susanne Frölich-Steffen et Lars Rensmann (éditeur) : *Populisten an der Macht. Populistische Regierungsparteien in West- und Osteuropa*. Vienne : Braumüller, pp. 87-104.
- Priester, Karin (2012). « Wesensmerkmale des Populismus », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, no. 5-6/2012, pp. 3-9.
- Raunio, Tapio (2013). « The Finns: Filling a Gap in the Party System », dans : Karsten Grabow et Florian Hartleb (éditeurs) : *Exposing the Demagogues. Right-wing and National Populist Parties in Europe*. Bruxelles : Centre for European Studies, pp. 133-160.
- Ridder-Strolis, Katrin et Stephan Rasche (2015a). « Nationale Zentrumspartei gewinnt finnische Parlamentswahlen. » *Rapport national*. Riga : Fondation Konrad Adenauer.
- Ridder-Strolis, Katrin et Stephan Rasche (2015b). « Regierungsbildung in Finnland. » *Rapport national*. Riga : Fondation Konrad Adenauer.
- Röver, Corinna (2014). « Parlamentswahl in Schweden - Schwedendemokraten werden drittstärkste Kraft. » *Rapport national*. Riga : Fondation Konrad Adenauer.
- Röver, Corinna (2015). « Historische „Dezemberübereinkunft“ beendet schwedische Regierungskrise. » *Rapport national*. Riga : Fondation Konrad Adenauer.
- Rydgren, Jens (2004). « Explaining the Emergence of Radical Right-Wing Populist Parties: The Case of Denmark », dans : *West European Politics*, numéro 27, tome 3, pp. 474-502.
- Rydgren, Jens (2006). « Vom Wohlfahrtschauvinismus zur ideologisch begründeten Fremdenfeindlichkeit. Rechtspopulismus in Schweden und Dänemark », dans : Frank Decker: *Populismus in Europa. Gefahr für die Demokratie oder nützliches Korrektiv?* », Bonn : Bundeszentrale für politische Bildung, pp. 165-190.
- Saveljeff, Sigrid (2011). « New Questions and New Answers. Strategies towards parties with radical right-wing populist profile (Current Themes in IMER Research 11). » Malmö : Malmö University.

- Schmiester, Carsten (2017). « Rechtsaußen verliert Machtpoker », *Deutschlandfunk* le 15.06.2017. http://www.deutschlandfunk.de/regierungskrise-in-finnland-rechtsaussen-verliert-machtpoker.795.de.html?dram:article_id=388772 (consulté le 05.04.2018).
- Schumacher, Gijs et Kees van Kersbergen (2014). « Do mainstream parties adapt to the welfare chauvinism of populist parties? », dans : *Party Politics Online-First*, pp. 1–13.
- Sitter, Nick (2006). « Norway's Storting Election on September 2005: Back to the Left? », dans : *West European Politics*, numéro 29, tome 3, pp. 573-580.
- Spiegel online (2018). « E-Mail bringt AfD-Mann in Erklärungsnot, dans : » <http://www.spiegel.de/politik/deutschland/peter-boehringer-e-mail-bringt-afd-mann-in-erklaerungsnot-a-1192686.html> (consulté le 21.02.2018).
- Stubager, Rune (2012). « The parliamentary election in Denmark, September 2011 », dans : *Electoral Studies* numéro 31, tome 4, pp. 861-870.
- Voermann, Gerrit et Paul Lucardie (2013). « Geert Wilders and the Party for Freedom in the Netherlands: A Political Entrepreneur in the Polder », dans : Karsten Grabow et Florian Hartleb : *Exposing the Demagogues. Right-wing and National Populism in Europe*. Bruxelles : Centre for European Studies, pp. 187-203.
- Widfeldt, Anders (2015). « *Extreme Right Parties in Scandinavia*. » Londres/New York : Routledge.
- Wirries, Clemens (2015). « Populismus und Pragmatismus. Genese und Etablierung der Dänischen Volkspartei », dans : Frank Decker, Bernd Henningsen et Kjetil Jakobsen : *Rechtspopulismus und Rechtsextremismus in Europa. Die Herausforderung der Zivilgesellschaft durch alte Ideologien und neue Medien*. Baden-Baden : Nomos, pp. 129-145.
- Yle (2016). « Yle poll suggests voters less sure - but SDP still the best-supported party », dans : *Yle* le 04.02.2016. http://yle.fi/uutiset/yle_poll_suggests_voters_less_surebut_sdp_still_the_best-supported_party/8647680 (consulté le 12.03.2016).

Les auteurs

Franziska Fislage est responsable du dialogue inter-partis international au sein du département de coopération européenne et internationale de la Fondation Konrad Adenauer. Elle est aussi membre du groupe de travail de recherche sur les partis de la fondation Konrad Adenauer.

Dr. habil. Karsten Grabow dirige le groupe de travail de recherche sur les partis de la fondation Konrad Adenauer.

Anna-Sophie Heinze, M.A., est assistante de recherche à la chaire de systèmes politiques et comparaison des systèmes de Université technique de Dresde et doctorante à l'Institut de sciences politiques de l'Université d'Iéna.

Mentions légales

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

Contact:

Dr. habil. Karsten Grabow

Département politique et conseil

Téléphone : +49(0)30/26996-3246

E-mail : Karsten.Grabow@kas.de

Adresse postale :

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V., 10907 Berlin

Éditeur :

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V. 2018, Sankt Augustin/Berlin

Publication du Groupe de travail de recherche sur les partis
de la Fondation Konrad Adenauer.



Le texte de cette publication est publié sous la licence:
« Creative Commons Attribution - Partage dans les mêmes
conditions 4.0 International » (CC BY-SA 4.0), <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/legalcode.fr>

Images :

Couverture, page 4, 8, 39, 44:

© jozefmicic, fotolia

Conception et composition :

Janine Höhle, Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

ISBN 978-3-95721-475-1